

## SOMMAIRE

Septembre - Novembre 2005

Volume VI Numéro 4

### COMMENTAIRES

- 3 - Sur la route de Hong Kong : L'Afrique en victime de l'échange inégal
- 4 - L'agenda de développement est-il toujours d'actualité dans le Doha Round ?
- 6 - Conférence ministérielle de HongKong : Qu'est-ce qui est en jeu pour les pauvres ?
- 8 - Le temps est venu d'avoir un leadership politique sur le coton

### NOUVELLES OMC

- 9 - Agriculture : l'offre européenne de réductions tarifaires sur les produits agricoles a suscité beaucoup de discussions mais n'a pas permis de relancer les négociations agricoles.
- 10 - Traitement spécial et différencié : à défaut d'un compromis au CDD, les membres reportent leurs divergences dans le projet de déclaration ministérielle.
- 11 - ADPIC : après avoir accordé une prorogation limitée aux PMA pour la mise en œuvre de leurs engagements, l'OMC confirme l'accord de 2003 sur l'accès aux médicaments ; les organisations de la société civile dénoncent des accords complexes et minimalistes.
- 12 - Produits spéciaux (PS) et Mécanisme de sauvegarde spécial (MSS) : après avoir proposé des modalités pour les pays en développement, le G33 concrétise un peu plus ses demandes.

### REGLEMENT DES DIFFERENTS

- 13 - Sucre : L'UE réforme sa politique sucrière, les pays ACP producteurs dans la tourmente.

### NOUVELLES REGIONALES

- 14 - Sur la route de Hong Kong, les pays africains, en ordre de bataille, harmonisent leur position sur le coton
- 15 - Union africaine : les ministres du commerce demandent des avancées tangibles sur les questions de développement et adoptent les « benchmarks du développement ».

### PUBLICATIONS ET EVÉNEMENTS

- 24 - Publications
- 24 - Événements

PASSERELLES est une publication conjointe de Enda tiers monde et ICTSD. Elle a pour vocation de fournir une perspective africaine dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales.

## Entre le «re-calibrage» des ambitions des Membres et un projet de déclaration ministérielle «sans surprises», les incertitudes planent sur l'issue de la conférence de l'OMC à Hong Kong

Au début du mois de novembre, la difficile avancée des négociations avaient emmené les Membres de l'OMC à revoir leurs ambitions à la baisse quant à un résultat positif à Hong Kong. Malgré ce pessimisme ambiant, Le Directeur Général, Pascal Lamy, continuait à appeler à la préservation des acquis. C'est dans cet état d'esprit qu'il a communiqué les deux versions de projet de déclaration ministérielle qualifiées par les Membres comme étant « sans surprises ». En outre, les pays africains disent leur insatisfaction sur les aspects relatifs au dossier coton.

Après avoir admis qu'ils restaient trop divisés sur un cadre détaillé, de grande portée, pour les discussions commerciales du Cycle de Doha, les Membres de l'OMC ont tenté, tout le long des deux derniers mois, de déterminer exactement quels éléments pourraient mener à un compromis à Hong Kong.

### Les Membres re-calibrent leurs attentes et revoient leurs ambitions à la baisse

Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, avait déclaré, le 10 novembre dernier, lors d'une réunion des chefs de délégations : « Il n'y a pas suffisamment de convergence entre les Membres sur le niveau d'ambition dans les domaines clés des négociations » pour que les présidents des groupes de négociation préparent des « modalités complètes », à savoir un texte ayant des chiffres ou des paramètres sur tous les éléments « du Paquet de du juillet 2004 (WT/L/579).

Si l'élaboration de modalités complètes est impossible d'ici HongKong, avait poursuivi Lamy, les Membres doivent « recalibrer » leurs attentes pour le sommet et déterminer ce qu'ils devraient faire pour être en mesure de convenir des modalités complètes peu après. Il les a instamment appelés à donner aux présidents des groupes de négociation du Cycle de Doha une orientation sur

les moyens d'élaborer un texte préliminaire à faire adopter par les ministres à HongKong, un texte qui préparerait le terrain pour passer à des modalités complètes.

Cette position faisait suite à d'autres positions du même type exprimées par les ministres du commerce des États-Unis, de l'UE et du Brésil ont déclaré la veille, le 9 novembre, qu'il était très peu probable que les Membres de l'OMC soient en mesure de s'accorder sur un cadre détaillé pour la conclusion du Cycle de Doha, à temps pour la Conférence ministérielle de HongKong. Ils avaient initialement espéré convenir, à HongKong, de 'modalités complètes' pour les négociations - notamment des valeurs numériques spécifiques et des formules de réduction tarifaire pour les produits agricoles et les produits industriels.

Même si les ministres ont quand même précisé que leur ambition pour le cycle dans l'ensemble n'avaient pas changé, ces différentes déclarations montrent, selon certains diplomates, que les membres ne pourront s'attendre à Hongkong qu'à des « modalités partielles » ainsi qu'à un accord sur une date pour la finalisation des modalités complètes, peut-être lors d'une seconde réunion au niveau ministériel début 2006, que certains ont qualifié de 'HongKong deux'.

(suite à la page 2)

Entre le «re-calibrage»... (suite de la page 1)

### **Lamy pour une préservation des acquis**

Face à ces incertitudes, les États-Unis avaient laissé entendre qu'ils pourraient revenir sur leur offre de réduction des subventions internes aux produits agricoles, si l'UE n'accepte pas de procéder à des abaissements plus conséquents de ses tarifs agricoles. L'UE avait, quant à elle, déclaré qu'elle n'envisagerait de le faire que si elle voyait un accès aux marchés élargi pour les biens industriels et les services, de la part des pays en développement du G-20 qui, en retour, insistent qu'ils ne feront rien de la sorte tant que l'UE n'aura pas fait d'offre plus substantielle en matière d'accès aux marchés pour les produits agricoles.

Cette surenchère a fait déclarer Lamy que si tout ce qui est sur la table de négociation « disparaît, vous aurez tous un problème. Vous avez tous certainement intérêt à préserver ce qui a été réalisé jusqu'ici. » Il a appelé les Membres à « tenter de conserver, autant que possible, ce qui a été réalisé depuis juillet 2004 » dans un accord de HongKong, en les invitant instamment à prendre en compte simultanément l'agriculture, le NAMA et les services, afin de mieux apprécier comment des concessions croisées - trade-offs - entre les trois pourraient fonctionner.

### **Des projets de déclaration ministérielle « sans surprises »**

C'est dans cet esprit qu'il a communiqué aux Membres un projet de Déclaration ministérielle, le 26 novembre, lors d'une brève réunion du Comité des négociations commerciales. Les négociateurs ont débattu presque non stop, depuis lors, sur des modifications éventuelles à apporter au texte, dans une série de réunions en 'green room' impliquant Lamy et les représentants de 25 à 30 délégations, ainsi qu'au cours d'une réunion du Comité des négociations commerciales du 30 novembre. Des sources indiquent que les Membres étaient en désaccord s'il fallait accompagner le projet de texte par des fourchettes de chiffres pour les abaissements tarifaires et de subventions, et cherchent actuellement les moyens de « se saisir » de toute convergence existante dans le corps du

texte (par opposition aux notes de bas de page ou aux annexes) et de guider les ministres vers les questions sur lesquels les négociateurs ont besoin d'orientation.

Les annexes du projet de texte relatives à l'agriculture, à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et au traitement spécial et différencié (TSD) s'avèreraient particulièrement litigieux. Lors de la réunion du Conseil Général du 1<sup>er</sup> décembre, le Directeur Général de l'OMC Pascal Lamy a mis en distribution une nouvelle version du Projet de texte, révisée sur la base des commentaires des Membres.

Le fait que les Membres trouvent tant de points de désaccord dans un texte initialement qualifié de « fade » - bland - par des responsables du gouvernement indien est peut-être emblématique des négociations. Le texte demandait aux ministres d'établir des dates cibles pour convenir des « modalités complètes » sur l'agriculture et l'AMNA – le même cadre détaillé comprenant des valeurs numériques et des formule de réduction des tarifs et des subventions que les Membres avaient auparavant espéré finaliser à HongKong.

Le projet de texte prévoyait également des espaces vides pour les dates auxquelles convenir d'aborder plusieurs propositions visant à améliorer les dispositions du traitement S&D et invitait instamment les Membres à « intensifier » les négociations sur les services, les droits de propriété intellectuelle et l'environnement. Lamy n'a pas tenté de 'dissimuler les divergences' entre les positions de négociation des Membres, comme on avait tenté de le faire par le passé, avec des résultats mitigés. Il a indiqué dans le texte que les points de vue des Membres sur différentes questions allaient d'une convergence totale à des divergences importantes.

D'autres questions abordées comprennent l'aide pour le commerce, les produits de base, l'expansion de l'assistance technique liée au commerce pour les PMA, et l'accès en franchise de droits et sans contingents pour les exportations des PMA. Jointes au texte, en tant qu'annexes, figuraient les rapports présentés par les directeurs des organes de négociation du Cycle de

Doha sur l'agriculture (Annexe A), l'AMNA (B), les services (C), les règles (D), la facilitation des échanges (E) et le traitement spécial et différencié (F).

### **Les annexes sur l'agriculture, l'AMNA et le TSD s'avèrent litigieux**

Au nom du G-20 de pays en développement, l'ambassadeur brésilien Clodoaldo Hugueney a fait un certain nombre de remarques concernant le projet de texte, au Comité du commerce et du développement, le 28 novembre. Il a critiqué l'absence de convergence indiquée dans la section du texte relative à l'agriculture, non sur le processus qui l'avait produit, mais sur « l'absence de volonté politique de la part de certains participants majeurs », ce qui implique une incapacité à proposer des abaissements plus profonds des subventions et des tarifs agricoles. Il a loué le fait que le texte n'ait pas tenté d'inventer des positions de compromis, en déclarant : « un rapport de situation est préférable à un document qui ne reflète pas la réalité des négociations. » Lors de la réunion du Comité des négociations commerciales du 30 novembre, les États-Unis ont déclaré que le projet de texte de Lamy reflétait l'état des négociations et ont appelé à des efforts intensifiés et focalisés pour réaliser des progrès sur certaines questions sur lesquelles il est possible de trouver un accord à HongKong.

Même avant la mise en distribution du projet de texte général de Lamy, les déclarations européennes laissaient entendre que selon l'Union, le rapport du président de l'agriculture allait trop loin (parce qu'il incluait une fourchette de chiffres englobant les propositions des Membres concernant les réductions tarifaires et les réductions des subventions), alors que celui sur les services n'allait pas assez loin. Ainsi, il n'était pas surprenant que l'UE se soit opposé à l'inclusion des rapports des présidents de l'agriculture et de l'AMNA dans la déclaration ministérielle, au motif qu'ils contenaient des chiffres spécifiques.

Un certain nombre de Membres se sont sentis contrariés en raison de la fourchette de chiffres que le président de l'AMNA, l'ambassadeur Stefan Johannesson, de l'Islande a incluse

(suite à la page 16)

## Sur la route de Hong Kong : L'Afrique en victime de l'échange inégal

*Par Mamadou Diop « Decroix »  
Ministre du Commerce du Sénégal*

En dépit de son énorme potentiel, l'Afrique a vu sa part du commerce mondial rétrécir de façon quasi exponentielle ces dernières décennies. Etant la seule partie du monde qui n'a pas su augmenter le niveau de bien-être de sa population, en majorité jeune, elle se trouve aujourd'hui confrontée à un déficit autrement plus complexe : gagner sa place dans le système commercial multilatéral pour tirer profit de la libéralisation des échanges. La réalisation d'un tel objectif passe cependant par une révision en profondeur des règles, pour le moins iniques, qui encadrent le système commercial mondial, ainsi que par l'adoption d'un consensus politique global sur la question. Le Ministre du commerce du Sénégal propose ici d'intéressantes pistes.

En fin septembre dernier, un millier de jeunes Africains du Sud du Sahara candidats à l'émigration en Europe, prennent d'assaut les barbelés de protection de Ceuta (enclave espagnole à l'extrême Nord du Maroc). Les gardes espagnols ripostent. Bilan : Plusieurs morts et des dizaines de blessés. Combien parmi ces jeunes ont quitté leurs champs de coton au Sénégal, au Mali et au Burkina pour traverser le désert à la recherche de survie parce que ruinés par les lois iniques du commerce mondial. Pour le Nord comme pour le Sud, ce combat est capital parce que si l'humanité ne le réussit pas, nul ne pourra empêcher les paysans du Sud ruinés par les lois iniques du commerce et les jeunes diplômés chômeurs parce que tributaires d'une économie exsangue, d'essayer de traverser le désert et les océans à la recherche de survie.

Il y a vingt ans, l'Afrique, toutes régions confondues, pesait 12 % du commerce mondial. Dix ans après – milieu des années 90 – elle ne représentait plus que 8% de ce marché. Aujourd'hui, en 2005, elle pèse à peine 2 % des échanges commerciaux internationaux.

A quelques encablures de la réunion ministérielle cruciale de l'OMC à Hong-Kong, il me paraît pertinent pour les Africains mais aussi pour tous ceux qui ont une vision pour le moins sage et réaliste de l'avenir de l'humanité, de s'interroger sur la pertinence des choix qui guident le destin du monde d'aujourd'hui, tels que ceux-ci se déploient sur l'arène des négociations commerciales internationales.

De 12 % à moins de 2% de parts de marché en 20 ans, il n'est nul besoin d'un dessin, pour comprendre qu'en continuant à chevaucher la monture

OMC telle qu'elle est et telle qu'elle fonctionne, nous allons tout droit dans le mur. Un autre mur de Berlin sur la méditerranée.

Or que constatons-nous à la veille de la réunion cruciale de Hong-Kong ? Les belles résolutions de Doha – dont le cœur était : « commerce pour le développement » – restent encore, pour l'essentiel lettre morte. Un survol de ce qu'il est advenu du « paquet de juillet » (terme désignant l'ensemble des décisions du Conseil Général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) de Juillet 2004), salué en son temps par de nombreux observateurs comme un consensus susceptible de relancer le cycle de Doha après l'échec de Cancun, autorise les plus grandes réserves quant à une issue heureuse de Hong-Kong :

- **sur l'agriculture**, secteur d'activité de l'essentiel des populations de l'Afrique subsaharienne, malgré les déclarations d'intention des pays développés de supprimer les subventions à l'exportation des produits agricoles qui causent de graves préjudices aux pays pauvres, aucune décision concrète n'a été prise pour fixer un calendrier d'élimination de ces subventions de façon à renforcer la compétitivité de l'Agriculture africaine.
- **s'agissant du coton**, le conseil général avait décidé de son « **traitement rapide, ambitieux et spécifique** ». Le traitement n'a été ni rapide ni ambitieux encore moins spécifique. Entre juillet 2004 et juillet 2005 les subventions distorsives aux cotonculteurs des pays développés (quelques dizaines de milliers) ont continué à sévir dépassant le milliard de dollars des Etats-Unis tandis que

les producteurs de coton d'Afrique au Sud du Sahara ont perdu dans le même temps 450 millions de dollars. Les 15 millions de personnes concernées sont devenues encore plus pauvres, non pas parce qu'ils ont travaillé moins ni qu'ils ont été moins performants au plan de la qualité de leur travail, mais simplement parce que la loi du plus fort continue de prévaloir dans le système des échanges internationaux.

- **Sur l'accès aux marchés** : Une étude d'Oxfam de mars 2002 – la situation n'a guère évolué depuis – montrait que « si l'Afrique accroissait de 1% sa part des exportations mondiales, les 70 milliards de dollars générés représenteraient approximativement le quintuple du montant consenti à la région au titre de l'aide et de la réduction de la dette ». Les programmes de lutte contre la pauvreté s'en trouveraient assurément mieux soutenus. Mais l'accès aux marchés des produits agricoles, de l'Afrique au Sud du Sahara notamment, se heurte à des barrières commerciales quasi insurmontables. L'image invoquée par cette étude d'OXFAM est tout à fait parlante à cet égard car elle renvoie à une course d'obstacles où les sportifs les plus faibles doivent sauter les obstacles les plus hauts. « Lorsque les petits agriculteurs ou les ouvrières de l'industrie textile les plus pauvres pénètrent les marchés mondiaux, ils se voient opposer des obstacles à l'importation quatre fois plus élevés que ceux auxquels les producteurs des pays riches sont confrontés ». A ce jeu, l'Afrique perd deux (2) milliards de dollars l'an si l'on en croit OXFAM.

*(suite à la page 17)*



## L'agenda de développement est-il toujours d'actualité dans le Doha Round ?

Hakim Ben Hammouda<sup>1</sup>

A travers une rétrospective remontant à Seattle, cet article retrace les aspects essentiels qui permettent de comprendre les enjeux du présent Cycle de Doha, pour les pays africains particulièrement. Ce cycle, dit du développement réserve-t-elle une place importante aux préoccupations africaines à la veille de la Conférence ministérielle de Hong Kong ?

La Conférence de Doha a été à l'origine d'une grande espérance de la part des pays africains sur la prise en compte de leurs intérêts dans les négociations commerciales internationales. Le nouveau Round de négociation s'est fixé comme impératif de répondre aux préoccupations des pays en développement et africains en particulier et a été considéré par tous comme un cycle de négociation pour le développement. Or, depuis son lancement, ce nouveau Round est loin de répondre aux attentes des pays en développement en général et des pays africains en particulier. L'échec de Cancun a été un signe des difficultés à traduire dans les faits les engagements pris par les différents pays membres de l'OMC en matière de développement. De nouveau, les pays membres n'arrivent à ouvrir de véritables perspectives afin de répondre aux attentes des pays en développement. Certains avancent ouvertement qu'il faut revoir à la baisse les ambitions pour Hong Kong et qu'il ne faut pas s'attendre à des résultats majeurs.

La Conférence de Hong Kong était une étape essentielle dans le Doha Round. Elle devait finaliser un accord sur les modalités des négociations et donner par conséquent un contenu concret aux engagements en faveur du développement. La révision à la baisse des objectifs de cette Conférence constituera une nouvelle occasion manquée pour répondre aux attentes des pays africains. La multiplication depuis quelque temps de ces occasions manquées nous emmène à poser la question de savoir si l'agenda de développement de Doha est toujours d'actualité ?

### **La Déclaration de Doha, un engagement en faveur du développement**

La Conférence Ministérielle de l'OMC s'est déroulée en Novembre 2001, soit deux ans après le retentissant échec de Seattle. Cette faillite a eu des conséquences importantes sur l'OMC et sur les négociations commerciales multilatérales en général. Pour l'OMC, il était nécessaire de dépasser l'échec de Seattle et de parvenir à lancer un nouveau cycle de négociation. Ceci l'était d'autant plus qu'elle est devenue la cible de critiques venant de tous les côtés. Certaines grandes puissances économiques mondiales voyaient d'un mauvais œil l'interventionnisme et l'activisme de l'OMC afin d'établir des règles régissant le commerce international. Ces pays préféraient les accords bilatéraux ou régionaux aux règles multilatérales plus contraignantes. Le point de vue des grandes puissances était également partagé par les grandes firmes multinationales qui voulaient continuer à agir avec la liberté que leur assurait la globalisation et continuer à échapper aux règles nationales qui réduisaient leurs marges d'action.

L'OMC était par ailleurs au centre des critiques des ONG et de cette internationale citoyenne qui remettaient en cause la libéralisation du commerce que cherchait à réguler cette institution. Cette libéralisation allait imposer une logique marchande qui va dominer le monde. Par ailleurs, tous les biens, dont les biens sociaux comme l'éducation et la santé, ne seront plus que des marchandises échangées sur les grands marchés et sans aucune attention à la satisfaction des besoins fondamentaux des populations. Dans ce contexte hostile, l'OMC devait sortir de sa torpeur, après l'échec de Seattle, et lancer un nouveau cycle de négociation afin de contribuer à la construction des règles et des normes nécessaires à une plus grande régulation du commerce

international. Le lancement d'un nouveau Round était également important dans la mesure où il contribuait du point de vue de l'ordre international à réduire les desseins hégémoniques de certains et à l'avènement d'un monde multipolaire régi par les principes du multilatéralisme.

La mobilisation des pays en développement a également joué un rôle important dans la décision de faire de du Doha Round un cycle favorable au développement. Il faut rappeler que ces pays se sont opposés à Seattle au lancement d'un cycle de négociation qui ne prenait pas en compte leurs préoccupations et ont contribué par conséquent à l'échec de Seattle. Mais, cette Conférence a été un moment important dans la renaissance du monde en développement après les décennies 80 et 90 dominés par les préoccupations d'ajustement et des grands équilibres macroéconomiques. Depuis le milieu des années 90, les pays en développement exigeaient de la part de la communauté internationale une plus grande prise en compte de la dimension développement. Ces exigences étaient d'autant plus importantes que cette décennie a été marquée par une explosion de la pauvreté dans la plupart des pays du Tiers-Monde. Ces pays exigeaient un renouveau dans la prise en compte de la dimension développement et le lancement de nouvelles initiatives, notamment dans le domaine de l'aide et de la dette. Le commerce international faisait également parti des préoccupations des pays en développement qui se sont rendus compte que les engagements pris par les pays développés en faveur de la libéralisation de leurs échanges à Marrakech en 1994 lors de la finalisation du Cycle de l'Uruguay Round et la création de l'OMC n'ont pas été suivis d'effets. Ces pays continuaient à accorder d'importantes subventions à leurs producteurs, à appuyer leurs exportateurs et à défendre leurs marchés. Ainsi, au sein de l'OMC, les

<sup>\*</sup> Directeur,  
Division du Commerce et de l'Intégration  
Régionale  
Commission Economique des Nations  
Unies pour l'Afrique, Addis-Abeba -  
Ethiopie

pays en développement se sont mobilisés pour exiger des pays développés de respecter leurs engagements et de faire en sorte que le commerce international puisse contribuer à la croissance et à la lutte contre la pauvreté dans leurs pays.

L'ensemble de ces éléments est à l'origine de ce nouvel esprit introduit dans les négociations commerciales internationales et dans cette volonté de faire du développement une dimension centrale. L'esprit de Doha favorable au développement s'observe dans le cadre général d'orientation du nouveau Round ainsi que dans les principes et les orientations fixées pour les négociations. Ainsi, dès le préambule la Déclaration Ministérielle de Doha précise « Nous sommes résolus, compte tenu en particulier du ralentissement économique mondial, à poursuivre le processus de réforme et de libéralisation des politiques commerciales, faisant ainsi en sorte que le système joue pleinement son rôle pour ce qui est de favoriser la reprise, la croissance et le développement ». De manière plus précise, cette déclaration met l'accent sur le rôle primordial que peut jouer le commerce international dans le développement. Ainsi, elle indique que « le commerce international peut jouer un rôle majeur dans la promotion du développement économique et la réduction de la pauvreté. Nous reconnaissons la nécessité pour toutes nos populations de tirer parti des possibilités accrues et des gains de bien-être que le système commercial multilatéral génère. La majorité des membres de l'OMC sont des pays en développement. Nous visons à mettre leurs besoins et leurs intérêts au centre du programme de travail adopté dans la présente déclaration ». Ces propos sont clairs sur l'engagement des pays membres de l'OMC à faire du cycle du Doha Round un cycle favorable au développement. Dans cette perspective, les pays développés s'accordent à favoriser un meilleur accès au marché, à définir des règles plus équilibrées et donner une plus grande assistance technique au monde en développement afin de pouvoir tirer un plus grand profit des opportunités ouvertes par le commerce international. Par ailleurs, la déclaration de Doha accorde une attention particulière dans son programme pour le développement aux pays les plus vulnérables. Ainsi, indique-

t-elle « nous reconnaissons la vulnérabilité particulière des pays les moins avancés et les difficultés structurelles spéciales qu'ils rencontrent dans l'économie mondiale. Nous sommes déterminés à remédier à la marginalisation des pays les moins avancés dans le commerce international et à améliorer leur participation effective au système commercial multilatéral ». Les pays membres de l'OMC se sont engagés dans cette déclaration à favoriser une intégration dynamique et fructueuse de ces pays dans l'économie mondiale.

### **Que veut l'Afrique du Doha Round ?**

Depuis le lancement du nouveau cycle de négociation, les pays africains ont mis l'accent sur une série de préoccupations dont une plus grande ouverture des marchés des pays développés, une réduction de toutes les formes d'appui par les pays développés à leurs productions, une plus grande prise en compte de la dimension du développement et la spécificité de ces pays dans le système commercial multilatéral.

### **Améliorer l'accès au marché pour les pays africains**

La question de l'accès au marché est au cœur du nouveau programme de Doha et constitue une préoccupation centrale pour les pays africains. Plusieurs raisons expliquent l'intérêt accordé à cette question. La première est liée au caractère inégal dans le traitement de l'accès aux marchés. En effet, si les pays en développement ont fait d'importants efforts en matière d'ouverture à travers les réformes entreprises dans le cadre des Programmes d'ajustement structurel depuis le début des années 80, les pays développés n'ont fait que renforcer les barrières aux exportations des pays du Sud particulièrement pour les produits agricoles. Par ailleurs, les pays africains ont accordé une importance cruciale à l'ouverture des marchés des pays du Nord du fait de leur importance dans le soutien et le renforcement de leur développement. Plusieurs études ont montré lors des dernières années la contribution que pourrait jouer un meilleur accès aux marchés dans le renforcement de la croissance et des dynamiques de développement. A ce

niveau, il faut souligner que les efforts de diversification des structures économiques entrepris aux lendemains des indépendances se sont heurtés aux tarifs douaniers élevés pratiqués par les pays développés.

La question de l'accès aux marchés comporte pour les pays africains trois dimensions importantes. La première est liée aux niveaux et à la structure des tarifs douaniers appliqués par les pays développés. A cet égard, il faut souligner d'abord le haut niveau, surtout pour les produits agricoles, ainsi que la forte dispersion de ses tarifs qui réduisent la compétitivité des exportations des produits en provenance des pays en développement sur les marchés mondiaux. Par ailleurs la progressivité des droits de douane qui s'appliquent aux produits transformés localement annihile les efforts de diversification des pays africains. Il faut aussi mettre l'accent sur les crêtes tarifaires qui s'appliquent aux exportations pour lesquelles ces pays disposent d'avantages comparatifs, notamment les produits intensifs en main d'œuvre. Parallèlement à l'aspect tarifaire, la question de l'accès aux marchés présente une dimension non tarifaire liée aux différentes règles techniques, aux normes et aux restrictions sanitaires et phytosanitaires qui pèsent lourdement sur les exportations des pays africains et constituent de véritables barrières à l'entrée des marchés des pays développés. A ces deux dimensions, il faut enfin rajouter les limitations quantitatives et les différents quotas appliqués aux courants d'échanges en provenance des pays en développement. L'ensemble de ces dimensions montre la complexité de la question de l'accès aux marchés et les difficultés qu'elle fait peser sur les pays africains.

### **Arrêter l'appui des pays développés à leurs produits**

En dépit de leurs engagements en faveur de la réduction de toutes les formes d'appui à leurs producteurs, les pays développés continuent à aider fortement leurs secteurs productifs, particulièrement dans le domaine agricole. Mais, en même temps, les pays développés avaient dans le cadre des réformes des années 80 et 90, réduit

(suite à la page 18)

## Conférence ministérielle de HongKong : Qu'est-ce qui est en jeu pour les pauvres ?

*Timothy A. Wise et Kevin P. Gallagher*

Quels sont les gagnants ou les perdants, entre pays en développement et pays développés, dans le présent cycle de Doha ? Différents scénarios et modélisations illustrent ici les éventuels gains, pertes et coûts - juridiques et/ou économiques - qu'impliquerait une libéralisation des échanges pour les pays en développement, à la lumière des différentes propositions de négociation sur la table.

Lors de la Conférence ministérielle de l'OMC de 2003, à Cancun, Eveline Herfkens, ancien directeur exécutif de la banque mondiale et coordinateur actuel des Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies, avait eu ceci à dire : « Un Cycle de Doha favorable au développement pourrait rehausser le revenu global de jusqu'à 520 milliards de dollars et sortir de la pauvreté 144 million de personnes. C'est pour cela que nous nous rassemblons par centaines, aujourd'hui. »

Deux ans, cela fait une telle différence. En 2003, les projections de la Banque mondiale promettaient 832 milliards de dollars de gains estimés à tirer de la libéralisation globale des échanges, la majeure partie – 539 milliards de dollars – revenant aux pays en développement. Ces chiffres, apparemment solides ont été très largement cités, tant par les négociateurs que par les ONG.

Actuellement, à la veille de la Conférence ministérielle de HongKong, les soi-disant gains à tirer du commerce semblent s'être volatilisés. De nouvelles projections, des mêmes sources de la Banque mondiale, estiment les gains en bien-être potentiels à 287 milliards de dollars - juste un tiers de leur niveau d'il y a deux ans. Les gains pour les pays en développement ont chuté à 90

milliards de dollars, ce qui ne représente qu'une part de 31% des gains globaux. Par rapport à la part de 60% projetée en 2003, ceci n'est guère une bonne publicité pour ce que l'on qualifie de 'round du développement' de discussions commerciales globales.

Plus consternant, ces chiffres sont fondés sur un scénario de libéralisation totale globale des échanges, avec l'hypothèse irréaliste, il faut l'admettre, que l'ensemble des tarifs et du soutien qui fausse les échanges est totalement éliminé. Le même rapport comprend des projections pour un 'scénario de Doha éventuel' de libéralisation partielle, des réformes qui, pour le moment, semblent ambitieuses, à la lumière du blocage actuel dans les négociations.

Que peut-on attendre de ce scénario plus réaliste ? Des gains globaux de juste 96 milliards de dollars, avec seulement 16 milliards de dollars revenant à l'ensemble des pays en développement. Ceci représente moins d'un penny par tête d'habitant pour les personnes vivant dans les pays en développement.

Il n'est pas surprenant que les incidences sur la pauvreté se soient volatilisées avec le revenu. La promesse de Cancun qui était de tirer 144 millions de personnes de la pauvreté a été revue à la baisse, à 66 millions dans le scénario de la libéralisation totale. Le 'scénario éventuel de Doha', avancé par les chercheurs, ramène ce chiffre à six million deux cent mille, soit une réduction de 0,3% du nombre de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour.

On accorde beaucoup d'attention, dans les négociations, à la partie consacrée à l'agriculture. De fait, la plupart des gains viennent de l'agriculture, mais une part plus grande d'un gâteau beaucoup plus petit ne nourrira pas les personnes qui ont faim. Les gains que les pays en développement doivent tirer des réformes

agricoles 'éventuelles' s'élèvent à moins de 0,1% du PIB, soit juste 9 milliards de dollars. Selon les projections, les gains éventuels découlant de la réduction des subventions du Nord seraient d'à peine 1 milliard de dollars.

Les projections des modèles montrent à présent qu'une part disproportionnée des avantages reviendrait aux pays à revenu élevé. Dans le scénario de la libéralisation totale, les pays riches, avec leurs économies plus fortes, multiplient par plus de deux le gain de revenu en dollars, et par plus de dix le gain par tête d'habitant. Dans le 'scénario de Doha éventuel', les pays riches multiplient presque par deux le gain en pourcentage du PIB, par cinq le gain en dollars et, ceci est remarquable, par 25 le gain par tête d'habitant des pays en développement.

La Banque mondiale a modélisé les incidences de la libéralisation du commerce des produits agricoles et des réductions des tarifs non agricoles, mais pas dans les services, qui sont largement perçus comme trop difficiles pour des projections fiables. Les présentations populaires de la recherche menée par la Banque mondiale omettent les constatations les plus importantes : les chiffres eux-mêmes.<sup>1</sup> Et les chiffres présentent leur propre tableau brut de gains limités résultant du commerce (voir tableau ci-contre).

De fait, le tableau est encore pire, si l'on replace ces chiffres dans leur contexte adéquat.

- La libéralisation des échanges entraîne une hausse ponctuelle du PIB, et non une hausse des taux de croissance.
- Le modèle de la Banque mondiale introduit ces gains entre l'année de référence de 2001 et fin 2015. En répartissant les gains sur une

<sup>1</sup> Timothy A. Wise est directeur adjoint de Global Development and Environment Institute (GDAE), Tufts University. Kevin P. Gallagher est professeur à Boston University et chercheur au GDAE. Pour une analyse détaillée des nouvelles projections de modélisation, voir Frank Ackerman, 'The Shrinking Gains from Trade: A Critical Assessment of the Doha Round Projections' GDAE Working Paper No. 05-01, octobre 2005. Pour une analyse détaillée des 'coûts' du Cycle de Doha, voir Kevin P. Gallagher (rédacteur) 'Putting Development First: The Importance of Policy Space at the WTO'. ZED Books

Table 1. «Scenario de Doha éventuel»

	Régions bénéficiaires		
	Pays à revenu	PED	Monde
<b>Gains en bien-être</b>			
Montant total en milliards US\$	80	16	96
Dollars par personne	\$79.04	\$3.13	\$15.67
En pourcentage du PIB	0.24%	0.16%	0.23%

Source: Anderson, K. and W. Martin, «Agricultural Trade Reform and the Doha Development Agenda», *World Economy*, September 2005, Table 10, p. 1319; authors' calculations.

période de 10 ans, on réduit les chiffres à néant – à peine 1% du PIB. Pour quelqu'un qui touche 100 dollars par mois, ceci reviendrait à une hausse de 16% du salaire mensuel, après 10 ans.

- Cinquante pour cent des avantages pour les pays en développement vont à juste 8 pays : le Brésil, l'Argentine, la Chine, l'Inde, la Thaïlande, le Vietnam, le Mexique et la Turquie.

### Où sont passés tous les avantages ?

Où sont passés les gains considérables d'il y a juste deux ans ? Une chose que les chercheurs de la Banque mondiale semblent avoir bien faite, ou du moins mieux qu'auparavant, c'est de trouver le moyen de rapprocher légèrement leurs modèles abstraits de la réalité. Il ne faudrait cependant pas prendre les résultats au pied de la lettre, essentiellement parce qu'ils reposent sur un ensemble d'hypothèses très peu solide. Par exemple, la plupart des modèles informatisés d'équilibre général supposent le plein emploi, ou l'emploi fixe, c'est-à-dire ni gains, ni pertes d'emploi général dans tout pays. Les travailleurs sont supposés trouver de nouveaux emplois dans les secteurs en expansion. Ceci conserve l'équilibre de la plupart des modèles, mais rend leurs constatations particulièrement instables. De plus, les modèles de cette année, qui reposent sur la base de données version 6 du GTAP récemment réactualisé, ont apporté plusieurs améliorations notables. Ils ont réactualisé 'l'année de référence' de 1997 à 2001, tout en intégrant dans la base, de manière notable, la libéralisation des échanges en Chine et

l'accession de ce pays à l'OMC, en tant que réforme déjà réalisée. Il n'est pas surprenant que les gains engrangés par la Chine aient compté pour une part significative des gains des pays en développement dans le modèle antérieur, bien que la plupart des résultats aient été présentés comme si tous les pays en développement tiraient les mêmes gains d'un accord de l'OMC ambitieux. Les nouvelles versions des modèles ont également incorporé l'élargissement de l'Union européenne, l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements et des données plus détaillées sur les tarifs appliqués par rapport aux tarifs consolidés, notamment l'effet des préférences commerciales et des accords commerciaux régionaux. Les résultats sont visiblement plus proches des réalités de l'économie globale actuelle.

C'est là qu'il y a un problème pour ceux cherchant à générer des chiffres qui inciteront les négociateurs des pays en développement à se rendre à HongKong, prêts à faire des concessions pour tirer des gains du commerce. Ces gains, c'est bien simple, se sont largement volatilisés. Ils n'ont, de fait, jamais existé, pour commencer. Il est vrai que les faibles projections de cette année résultent en partie de la libéralisation qui a eu lieu depuis 1997. Dans ce sens, le monde a simplement déjà réalisé nombre des gains découlant du commerce, matérialisés dans les projections d'après Cancun.

### Calcul des coûts

L'étude de la Banque mondiale n'a identifié que les avantages potentiels. Mais quels sont les coûts ? A quoi les

gouvernements des pays en développement doivent-ils renoncer pour obtenir leur accès aux marchés tant convoité ? Nombre des propositions dans l'agriculture, les services, les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles restreindront la capacité des nations à mettre en place des stratégies de développement effectives. Cette perte d'espace de politique sera non seulement *juridiquement* contraignante, mais aura aussi un coût *économique* significatif.

Les principaux de ces coûts seront les coûts administratifs de la mise en conformité avec les nouvelles règles et les pertes de bien-être découlant de ces règles. D'autres études de la Banque mondiale ont montré que les coûts de la mise en œuvre simplement des accords de l'OMC sur les mesures SPS, les mesures douanières et les ADPIC s'élevaient à 130 millions de dollars par an pour le pays en développement moyen. A l'échelle de l'ensemble des pays en développement, ceci reviendrait à des pertes de 4,4 milliards de dollars par an.

Les ADPIC entraînent également, pour les pays en développement, des pertes de bien-être considérables, en rehaussant le prix des produits brevetés. Selon les estimations de la Banque mondiale, le montant des transferts de bénéfices Sud-Nord varie considérablement, mais des estimations prudentes suggèrent que les transferts annuels s'élèvent à 41 milliards de dollars par an. Les pertes de bien-être effectives peuvent être jusqu'à six fois supérieures au montant des transferts.

Si elles montrent les avantages 'nets', les présentations des résultats de la modélisation mettent rarement en évidence les pertes découlant de la libéralisation des échanges. Pour le Cycle de Doha, au nombre des perdants figurent les gouvernements. Les propositions actuelles entraîneraient des pertes de recettes tarifaires considérables pour les pays en développement, où ces recettes sont une source importante de fonds pour le développement, comptant pour 20% des recettes publiques. Selon la CNUCED,

(suite à la page 20)



## Le temps est venu d'avoir un leadership politique sur le coton

Mary Robinson et Scott Jerbi \*

La question du coton est devenue, à elle seule, emblématique du Cycle du développement de Doha. Aujourd'hui, elle est largement perçue comme un test décisif pour savoir si l'OMC peut réellement servir les intérêts des pays les moins puissants et les populations pauvres du monde

Au moment où les dirigeants du monde se réunissent à HongKong, pour la 6<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC, il est difficile d'indiquer les changements concrets apportés par les pays riches à leurs politiques pour les mettre en conformité avec les obligations découlant de l'OMC et de démontrer leur engagement envers les pays en développement, dont certains tireraient des avantages considérables d'un commerce global du coton plus équitable.

Deux années se sont écoulées depuis que 4 pays africains producteurs de coton – Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali – ont joints leurs forces pour mettre en évidence les dommages croissants causés à leurs pays par les subventions au coton accordées dans les pays riches. Lors de la Conférence ministérielle de l'OMC, en 2003, à Cancun, ces pays, avec de nombreux autres, ont exigé des efforts spéciaux, dans le cadre des négociations du Cycle de Doha, pour la prise en compte des incidences négatives, sur les pays en développement, des subventions à l'exportation et du soutien interne accordés aux industries cotonnières des pays les plus riches au monde. Leur insistance sur la mise en place de réformes dans ce domaine a mené en partie au blocage de la Conférence ministérielle de Cancun.

Depuis lors, la question du coton a continué à prendre une place de plus en plus importante dans l'agenda du commerce mondial. Ceci peut être perçu, par exemple, dans la décision du système de règlement des différends à l'OMC, au début de cette année,

largement en faveur du Brésil dans le différend opposant ce pays aux États-Unis concernant les politiques américaines sur le coton.

En ce qui concerne les négociations, 'l'Ensemble de résultats de juillet' du Conseil général de l'OMC, en 2004, donnait pour instruction aux Membres de traiter le coton « de manière ambitieuse, rapide et spécifique. » Un sous-comité du coton a été établi pour prendre en compte – dans le cadre des négociations du Cycle de Doha – toutes les politiques ayant des effets de distorsion des échanges qui affectent le secteur. Toutefois, aucun progrès significatif n'a été enregistré.

Les problèmes rencontrés pour faire une percée sur le coton sont symptomatiques des négociations agricoles plus larges. Les pays développés dépensent actuellement près d'un milliard de dollars par an au soutien du développement rural dans les pays les plus pauvres du monde. Ils consacrent cependant un milliard *par jour* aux subventions à des systèmes agricoles qui renforcent systématiquement la pauvreté dans les pays en développement. Pour parler franchement, les contribuables et les consommateurs du Nord paient pour des politiques agricoles qui détruisent les moyens d'existence à travers le monde.

Si ce jugement paraît sévère, il est fondé sur les témoignages et les expériences des sans voix qui se font rarement entendre à l'OMC. En Afrique de l'ouest, aujourd'hui, deux millions de petits producteurs agricoles sont confrontés à une chute brutale des prix. Ce que les négociateurs du commerce et le public général ne voient pas, ce sont les effets sur les populations des pays producteurs de coton : les enfants retirés de l'école, les soins de santé financièrement hors de portée pour les familles, la réduction des dépenses pour l'alimentation et le risque accru de malnutrition.

Il y a, bien sûr, de nombreux facteurs qui étayent la crise dans les pays producteurs de coton. L'annonce récente faite par des responsables du commerce et de l'agriculture américains, concernant un 'Programme d'amélioration du coton en Afrique de l'ouest', une initiative visant à fournir une aide financière et technique additionnelle aux pays africains qui cherchent à renforcer leur production cotonnière et leur capacité à commercer, est une reconnaissance des contraintes de l'aide auxquelles les producteurs africains sont confrontés.

Toutefois, de tels programmes, aussi utiles qu'ils puissent être, ne peuvent être perçus comme une alternative à la fin des subventions aux États-Unis, premier exportateur de coton au monde. Cette année, les 25.000 producteurs de la zone cotonnière recevront plus 4 milliards cinq cent millions de dollars en soutien – presque autant que la valeur de la récolte. Ces subventions permettent aux États-Unis d'accroître la production, face à la chute des prix, et ces distorsions du marché affectent directement les producteurs de coton africains.

Aux États-Unis, la question des versements contracycliques revêt une importance particulière, car ces versements ont une forte incidence sur la production et les prix du coton. Toutefois, les progrès réalisés par les États-Unis en ce qui concerne la réforme des versements au coton ont été désespérément inadéquats. Des politiciens et des lobbys puissants prétendent que les subventions au coton sont un moyen d'appuyer le producteur américain moyen. Le rejet récent de l'amendement Grassley-Dorgan au Sénat américain, un effort de bonne foi visant à plafonner les paiements et à limiter le soutien aux producteurs les plus riches du pays, illustre le manque de sincérité d'une telle allégation.

(suite à la page 20)

\* Mary Robinson, ancienne présidente de l'Irlande et haut-commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, est fondatrice et présidente de Realizint Rights : The Ethical Globalization Initiative. Scott Jerbi est conseiller principal auprès de la même institution.



## Agriculture : l'offre européenne de réductions tarifaires sur les produits agricoles a suscité beaucoup de discussions mais n'a pas permis de relancer les négociations agricoles.

La proposition de négociation de l'UE, présentée en détails, est critiquée et confrontée à celles des principaux pays Membres et coalitions de pays, protagonistes dans le domaine de l'agriculture.

En réponse aux fortes pressions exercées par nombre de ses grands partenaires commerciaux, l'UE a présenté, le 28 octobre, une proposition plus conséquente de réduction de ses tarifs agricoles - en échange de concessions spécifiques, de grande portée, dans pratiquement tous les domaines des négociations du Cycle de Doha.

Dans leurs réactions préliminaires, nombre de gouvernements et de diplomates des milieux du commerce ont reproché à ce qui a été qualifié de « dernière offre de l'Europe » par le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, d'offrir des gains insuffisants dans l'accès aux marchés pour les produits agricoles tout en faisant des demandes peu réalistes dans d'autres domaines de discussions. Mandelson est également confronté à des réticences au sein de l'UE, les plus fortes émanant de la France, visant à entraver toute avancée supplémentaire sur l'agriculture.

Après des réunions informelles, le 31 octobre, le président du Comité de l'agriculture de l'OMC, l'ambassadeur Crawford Falconer de la Nouvelle-Zélande a déclaré que, bien qu'étant un « véritable effort » pour faire redémarrer les discussions, la proposition de l'UE n'avait pas réussi à aplanir les divergences entre les Membres sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles.

Mandelson a soutenu que l'offre de « compromis » de l'UE entraînerait une réduction de 46% du tarif agricole moyen européen, bien que selon les États-Unis, le chiffre réel serait plus proche de 39%. Les États-Unis, le Brésil et l'Australie ont reproché aux nombreuses dispositions de l'ensemble tarifaire proposé de protéger plusieurs produits différents contre le plein impact de la hausse de la concurrence étrangère.

En plus d'abaissements importants sur les produits industriels dans les pays en développement, l'UE exige des cibles quantitatives et qualitatives obligatoires pour les pays qui libéralisent leurs secteurs des services - ce qui va à l'encontre des règles de l'OMC sur les services, au titre desquelles les Membres ouvrent leurs marchés des services à la concurrence étrangère par l'intermédiaire de demandes et d'offres d'accès aux marchés. L'UE recherche également l'extension de la protection au titre des indications géographiques, actuellement disponibles uniquement pour des vins et spiritueux tels que le Champagne, à tous les produits alimentaires. De plus, le document européen semble poser comme principe le traitement spécial et différencié en faveur de plusieurs classes différentes de pays en développement non PMA, ce qui n'a jamais été convenu à l'OMC et qui semble tabou pour nombre des Membres de l'OMC. Concernant les préoccupations en matière de développement, l'UE exhorte tous les pays riches Membres de l'OMC à convenir, lors de la Conférence ministérielle de HongKong, en décembre, d'octroyer un accès en franchises de droits et sans contingents à toutes les exportations des PMA.

### Les abaissements européens toujours plus faibles que ceux du G-20

L'UE classerait les importations agricoles des pays développés en quatre étages, sur la base de leurs niveaux tarifaires : inférieurs à 30%, de 30 à 60%, de 60 à 90% et supérieurs à 90%. Les tarifs dans la fourchette la plus basse seraient réduits de 20 à 45%, avec une moyenne de 35% pour tous les produits dans cet étage. Les tarifs sur les produits dans les trois autres étages seraient réduits de 45, 50 et 60%, respectivement. Ceci est supérieur à l'abaissement de 50% que l'UE avait préalablement proposé pour les tarifs supérieurs à 90%.

La proposition est bien moins ambitieuse que la proposition du G-20, qui déclencherait plus tôt les réductions en pourcentage plus conséquentes, parce que les étages sont fixés à des niveaux bas. Par exemple, dans la proposition du G-20, les pays développés imposeraient un abaissement de 75% sur les tarifs supérieurs à 75%. Pour leur part, les États-Unis préfèrent un abaissement encore plus conséquent de près de 90% pour les tarifs supérieurs à 60%. Un document de l'UE énonce que la réduction de 75% à elle seule « aurait des effets très désastreux sur l'accès préférentiel et sur les moyens d'existence ruraux en Europe et ailleurs. »

Pour les pays en développement, l'UE adopte les mêmes seuils tarifaires que le G-20 : inférieurs à 30%, 30-80%, 80-130% et supérieurs à 130%. L'UE propose des réductions tarifaires d'environ deux tiers de celles des fourchettes correspondantes pour les pays en développés, c'est-à-dire 25% (avec des abaissements allant de 10 à 40%), 30%, 35% et 40% respectivement.

### L'UE souhaite plusieurs types de flexibilités dans l'agriculture

En plus de la gamme d'abaissement tarifaires prévus dans l'étage tarifaire le plus bas - une sorte de 'pivot' qui avait auparavant suscité la colère des États-Unis et du Brésil - l'UE recherche plusieurs autres flexibilités dans la mise en œuvre des engagements en matière de réduction tarifaire.

De manière plus significative, l'UE cherche à désigner environ 8% de tous les produits comme 'sensibles' et donc éligibles pour des abaissements tarifaires plus faibles que ceux requis par la formule. Ceci viserait près de 170 des 2.200 et quelques produits spécifiques de l'UE, ou lignes tarifaires. L'UE

(suite à la page 21)

## Traitement spécial et différencié : à défaut d'un compromis au CDD, les membres reportent leurs divergences dans le projet de déclaration ministérielle

A l'approche de la Conférence ministérielle de Hong Kong, les négociations sur le Traitement spécial et différencié demeurent dans une impasse et les divergences persistent sur un langage consensuel et opérationnel pour parvenir à un accord, notamment sur les cinq propositions des pays les moins avancés (PMA).

Les consultations menées de longue date au Comité du commerce et du développement sur le traitement spécial et différencié n'ont pas permis aux membres de s'entendre sur un langage consensuel qui pourrait permettre aux ministres de parvenir rapidement à un accord à Hong Kong. L'annexe F du projet de déclaration ministérielle s'est bornée à reprendre les propositions des PMA axées sur les accords spécifiques. Le texte reflète à la fois les faibles avancées et les nombreuses et profondes divergences sur les propositions 23, 36, 38, 84 et 88 des PMA qui ont dominé les travaux du CCD ces dernières semaines. Sur plusieurs points, différents paragraphes séparés par la conjonction de coordination « ou » sont proposés, manifestant ainsi la difficulté des membres de s'entendre tant sur la forme que sur le fond.

Comme dans d'autres domaines de négociation, le Président du CCD Faizel Ismael, avait prédit, lors d'une session spéciale, que les Membres « n'avaient pas réalisé de progrès considérables » en vue d'un texte de consensus sur le commerce et le développement pour la Conférence ministérielle de Hong Kong. Il avait en effet averti que si les Membres ne faisaient pas preuve de plus de flexibilité dans leurs positions, leurs travaux sur les propositions ne mèneraient à aucun résultat, et pourraient même compromettre les progrès déjà réalisés.

Depuis mai 2005, la Session spéciale du Comité du commerce et du développement se concentre sur des propositions des PMA et du Groupe africain qui visent à rehausser le traitement spécial et différencié (S&D) accordé aux pays en développement par des Accords de l'OMC spécifiques, en conformité avec le paragraphe 44 de la Déclaration de Doha. Ce faisant, les Membres ont effectivement choisi d'écarter explicitement une discussion sur des questions transversales telles

que l'éligibilité pour bénéficier du traitement spécial et différencié, en dépit des points de vue contraires de certains Membres. Les négociations sur les propositions du Groupe africain avaient d'ailleurs été temporairement interrompues, les membres ayant estimé qu'il est impossible d'arriver à un accord sur ces propositions avant Hong Kong.

### Les positions doivent être flexibles, déclare le président

Les PMA ont mis l'accent, à maintes reprises, sur l'importance que revêtaient les 5 propositions. L'Ouganda a, le 27 octobre, fait un plaidoyer fort pour l'action, en demandant pourquoi les PMA devaient se rendre à Hong Kong s'il y avait peu de chances de les voir bénéficier d'un meilleur accès aux marchés pour leurs produits.

Pour la Zambie, c'est en raison du « manque de volonté des autres Membres pour le renforcement des dispositions en matière de traitement spécial et différencié » que les perspectives d'accord sur les propositions sont peu encourageantes. Un délégué rend les États-Unis responsables de l'impasse actuelle, en déclarant que ce pays avait effectivement bloqué les efforts déployés par les PMA pour garantir un langage contraignant et pleinement opérationnel dans les amendements.

Ismael a présenté, lors d'une réunion informelle de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement, le 2 novembre, le texte révisé des 5 propositions des PMA. Bien que le langage légèrement révisé ait été présenté lors d'une réunion d'information des ambassadeurs, le lendemain, la réunion du 14 novembre a, une fois de plus, reçu la version du 2 novembre, qui semble être la base à partir de laquelle les négociations se dérouleront.

### Trois voies pour Hong Kong

Ismael a dit au Membres, le 14 novembre, que la Session spéciale du Comité du commerce et du développement se devait de préparer le texte de la Déclaration ministérielle de Hong Kong et a proposé trois options pour tenter de le faire. Les Membres pourraient simplement poursuivre leurs négociations sur les 5 propositions, dans l'espoir de s'accorder sur le langage de ces propositions ; en second lieu, ils pourraient arrêter les négociations sur les propositions pour travailler plutôt sur le texte de la déclaration ; ou en troisième lieu, ils pourraient faire les deux.

Les Membres ont décidé de suivre la troisième option. Ceci s'est heurté aux objections de plusieurs pays latino-américains, qui ont fait valoir que poursuivre jusqu'ici des négociations peu fructueuses sur les propositions des PMA n'avait aucun sens et que l'inclusion des versions actuelles des propositions entre grands crochets (pour indiquer qu'elles n'avaient pas été convenues) au texte de la déclaration serait la meilleure approche à adopter.

Le président a suggéré que le projet de texte de déclaration ministérielle pourrait reposer sur le langage de l'Ensemble de résultats de juillet 2004 sur la même question. Ceci pourrait être inclus dans le corps d'une Déclaration de Hong Kong éventuelle, alors que tout texte convenu pour les propositions axées sur des accords particuliers serait inclus dans une annexe.

La Suisse et d'autres pays ont déclaré qu'un nouveau texte reflétant les progrès réalisés dans les négociations devrait être rédigé pour la déclaration elle-même. Ils ont également souligné que les Membres devaient rester ouverts à d'autres options pour le texte de

(suite à la page 21)

## ADPIC : après avoir accordé une prorogation limitée aux PMA pour la mise en œuvre de leurs engagements, l'OMC confirme l'accord de 2003 sur l'accès aux médicaments ; les organisations de la société civile dénoncent des accords complexes et minimalistes

Les discussions sur les ADPIC semblent s'emballer à la veille des conférences ministérielles. Après l'adoption d'une prorogation limitée accordée aux PMA pour la mise en œuvre de leurs engagements, l'OMC vient de confirmer la décision d'août 2003 sur les médicaments essentiels. A quelques encablures de Hong Kong, cette avancée minime sera sans doute présentée comme un progrès majeur et un « deliverable » supplémentaire pour Hong Kong sur les questions de développement.

Les membres de l'OMC semblent particulièrement actifs à la veille des conférences ministérielles pour faire des mouvements dans le dossier des ADPIC. A la veille de Cancun, en août 2003, une décision avait été obtenue à l'arrachée, à la suite d'une longue opposition des Etats-Unis, sur l'accès des pays pauvres dépourvus de capacité industrielles aux médicaments génériques. Cet accord avait été critiqué pour sa lourdeur, sa complexité et pour toutes les contraintes auxquelles il astreint les pays en développement pour sa mise en œuvre.

Deux ans après, et à la veille d'une importante conférence ministérielle qui, même s'il ne permettra pas de faire avancer significativement l'ensemble du cycle, donnera au moins des repères plus ou moins précis pour le développement, deux décisions ont été prises au sein du conseil des ADPIC. Selon nombre d'observateurs et de négociateurs de pays en développement, ces « progrès mineurs » cachent mal une volonté des pays développés de faire croire que des efforts notables sont faits sur les questions de développement.

### **L'OMC confirme la décision d'août 2003 qui n'apporte, selon les ONG, aucune valeur ajoutée aux PED**

Les 148 pays membres de l'OMC ont confirmé le 6 décembre leur accord provisoire de 2003 permettant aux pays pauvres touchés par de graves maladies infectieuses (malaria, tuberculose, sida) d'importer des médicaments génériques.

L'accord entrera en vigueur au plus tard le 1er décembre 2007, une fois qu'il aura été ratifié par les deux-tiers des pays membres. L'accord du 30 août 2003 avait seulement pris la forme d'une exemption temporaire au droit de propriété intellectuelle. Avec cette

nouvelle décision, les membres transforment cette disposition en amendement définitif au droit commercial international. Les pays en développement concernés, particulièrement les pays africains, réclamaient par le biais du groupe africain qui a fait de nombreuses et pertinentes propositions sur le sujet, l'adoption de cette mesure avant la conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong. Ces pays craignaient que faute d'inscription dans le droit de l'OMC, ces dispositions puissent être révoquées à tout moment.

Des organisations non gouvernementales comme MFS ont vivement critiqué l'accord arguant que le dispositif de l'OMC est « compliqué et inefficace » du fait des conditions attachées à son utilisation. « Aucun malade n'a bénéficié » du mécanisme autorisé depuis deux ans, a rappelé l'organisation, accusant l'OMC « d'ignorer la réalité quotidienne de la production et de la fourniture de médicaments ».

Le compromis obtenu en 2003, après des années d'âpres négociations, visait à concilier la santé publique et les intérêts de l'industrie pharmaceutique. Le débat opposait, d'un côté, les pays pauvres qui souhaitaient pouvoir acheter des génériques à bon marché à des pays producteurs comme l'Inde et le Brésil, et, de l'autre, les pays occidentaux qui exigeaient entre autres, que leur secteur pharmaceutique soit à l'abri de possibles réexportations.

Le différend avait été résolu par une « déclaration du président » du Conseil général stipulant que le nouveau mécanisme autorisé par l'OMC serait utilisé « de bonne foi » à des fins de protection de la santé publique, et non dans un but industriel ou commercial. Les pays occidentaux s'étaient en outre

engagés à ne pas utiliser le système à leur profit.

### **Prorogation du délai pour la mise en œuvre des ADPIC**

C'est le 29 novembre dernier que les membres de l'OMC ont convenu d'accorder aux pays les moins avancés (PMA) une prorogation de sept ans et demi pour l'application des règles sur la protection des brevets, des droits d'auteurs et autres droits de propriété intellectuelle, aux fins de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC). Des critiques ont averti que la prorogation était limitée car elle interdit aux PMA d'assouplir les lois existantes en matière de propriété intellectuelle, à moins qu'elles n'aillent déjà au-delà des prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

L'article 66.1 de l'Accord sur les ADPIC permet aux PMA de demander une prorogation de la période transitoire après laquelle ils ont à appliquer les règles de l'OMC en matière de propriété intellectuelle, période devant initialement expirer le 1er janvier 2006. Le 21 octobre, la Zambie a présenté, au nom des 32 Membres PMA de l'OMC, une demande de prorogation de 15 ans (IP/C/W/457, disponible à <http://docsonline.wto.org>), en invoquant « ...des contraintes économiques, financières et administratives sérieuses, ainsi que le besoin de flexibilité pour créer une base technologique viable. »

Des discussions informelles entre les PMA et les Etats-Unis ont abouti à un compromis qui prolongerait la période transitoire au 1er juillet 2013, soit la moitié de la période de 15 ans demandée initialement par les PMA. Cette décision ne s'applique pas aux produits

(suite à la page 22)

## Produits spéciaux (PS) et Mécanisme de sauvegarde spécial (MSS): après avoir proposé des modalités pour les pays en développement, le G33 concrétise un peu plus ses demandes

Une nouvelle proposition du G-33 voit le jour. Réitérant l'insertion des mesures sur les PS et MSS dans les modalités de négociations sur l'agriculture, elle innove en acceptant la différenciation des PS en trois grandes catégories.

C'est le 22 novembre dernier que la quarantaine de pays composant le G33 a soumis une nouvelle proposition dans le cadre des négociations sur les PS et le MSS à l'OMC. Le groupe a rappelé que des mesures opérationnelles et efficaces sur les PS et le MSS pour les PED doivent faire pleinement partie des modalités et résultats des négociations sur l'agriculture, et ce dès la 6<sup>ème</sup> Conférence Ministérielle de Hong-Kong. C'est ainsi qu'il a fait les propositions suivantes sur les deux mécanismes que sont le SP et MSS :

**Sur le MSS :** le G33 rappelle entre autre que le MSS doit pouvoir être déclenché sur la base de critères volume et de critères prix et applicable à tous les produits agricoles listés dans l'annexe 1 de l'Accord sur l'Agriculture. Le MSS doit permettre d'appliquer des droits de douane additionnels.

**Sur les PS :** le G33 propose, en ce qui concerne la sélection et la désignation des PS, qu'il ne soit fait aucune exclusion *a priori* de biens agricoles susceptibles d'être désignés comme PS.

Au moins 20% des lignes tarifaires agricoles des PED doivent pouvoir être désignées comme PS, sur la base d'un des indicateurs de sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et de développement rural.

Par ailleurs, tout produit pour lequel une mesure de soutien interne distorsive (MGS produit-spécifique) a été notifiée par l'un des Etats-membres et qui a été exporté au moins une fois depuis l'entrée en vigueur du cycle de l'Uruguay doit être éligible au titre de PS.

Sur le traitement des PS, le G33 demande que la désignation d'un produit comme PS ne doit pas empêcher le recours au MSS pour ce produit. Tout produit désigné comme PS ne doit être sujet à aucun nouvel engagement en termes de quota tarifaire, ni de plafonnement tarifaire. Le G33 a avancé

une proposition très novatrice par rapport aux précédentes, notamment celle du 12 octobre 2005, et ce dans une démarche visant à accepter un compromis pour faire avancer la négociation. En effet, jusqu'à présent le G33 demandait à ce que les produits désignés comme PS soient exemptés de toute réduction tarifaire supplémentaire. Dans cette nouvelle proposition du 22 novembre, le G33 accepte de différencier les PS en trois catégories, en fonction du traitement spécifique qui leur sera appliqué.

- a) La première catégorie ne sera sujette à aucune réduction tarifaire supplémentaire. Elle regroupera au moins 50% des lignes tarifaires désignées comme PS par n'importe quel PED ; à cela s'ajouteront 15% de lignes tarifaires supplémentaires qui pourront être désignées par les PED qui font face à des circonstances spéciales comme des droits de douane consolidés à des niveaux relativement bas, dont une proportion élevée de paysans ont un revenu bas, dont la vulnérabilité du secteur agricole est grande, dont la marge de manoeuvre politique est limitée par la structure tarifaire etc.
- b) La seconde catégorie sera sujette à des réductions des droits de douane consolidés de 5% : elle concernera 25% des lignes tarifaires désignées comme PS, autres que celles de la première catégorie.
- c) La troisième catégorie sera sujette à des réductions des droits de douane consolidés de 10% maximum : elle concernera les lignes tarifaires résiduelles désignées comme PS, qui ne feront partie ni de la première, ni de la seconde catégorie.

### Modalités

Conformément aux décisions contenues dans le « paquet de juillet » (WTO/L/579), qui permettraient aux pays en développement de mettre rapidement en

place des niveaux élevés de tarifs pour se protéger contre de brusques poussées des importations ou un effondrement des prix à l'importation, le G33 a proposé récemment une méthodologie de travail pour la modification de l'AsA en vue de la prise en compte des SP et du MSS.

Contrairement à la 'sauvegarde spéciale' existante, aux fins de l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC, qui ne peut être utilisée que par une minorité de pays pour un nombre restreint de produits, tous les pays en développement auraient recours au MSS.

Le MSS modifierait l'Accord de l'OMC sur l'agriculture pour permettre aux pays en développement d'imposer des droits supérieurs au niveau plafond consolidé sur les importations de produits agricoles, au cas où les volumes des importations dépasseraient leur moyenne de trois ans, ou si les prix à l'importations chutent au-dessous de leur niveau moyen pour les trois années précédant l'année au cours de laquelle le droit est imposé. Les dispositions relatives aux sauvegardes liées aux prix à l'importation comprennent un élément qui les isole de la dépréciation récente des taux monétaires intérieurs du pays importateur, qui pourrait autrement renchérir artificiellement les importations, au-dessus du niveau de prix qui 'déclencherait' les droits additionnels.

Les droits additionnels imposés aux fins du MSS dureraient au plus 12 mois. Le G-33 expose les dispositions relatives à quatre étages pour la hausse des niveaux des importations, la taille de chaque étage devant être négociée. Alors qu'ils ne seraient pas autorisés à appliquer des droits additionnels pour l'étage qui comprend une hausse des importations juste supérieure au niveau moyen, les pays Membres importateurs

(suite à la page 22)



## Sucre : L'UE réforme sa politique sucrière, les pays ACP producteurs dans la tourmente

L'UE parvient à modifier et faire adopter son nouveau régime sucrier, «immuable» après plusieurs décennies, avec à la clé la montée de l'inquiétude des pays ACP, qui craignent des conséquences désastreuses pour leur économie.

Le débat sur la réforme de la politique sucrière communautaire a connu son épilogue le 24 novembre dernier avec la conclusion d'un accord à Bruxelles après deux jours de négociations marathons. Une réforme importante adoptée à quelques semaines de la conférence ministérielle de l'OMC à Hongkong.

L'objectif majeur de cette réforme « radicale » est de diminuer la production européenne de sucre excédentaire, de baisser le prix du sucre dans l'UE, actuellement trois fois supérieur aux cours mondiaux, et de supprimer à terme les subventions aux exportations. La réforme, qui devrait entrer en vigueur à partir de 2006, était jugée indispensable par la plupart des Etats membres, d'autant plus que l'UE a été condamnée par l'Organisation mondiale du commerce pour dumping à l'exportation de sucre. « Je me sens mieux armée pour affronter les négociations de l'OMC », a d'ailleurs déclaré la commissaire européenne à l'Agriculture, Mariann Fisher Boel.

L'accord acquis à une très large majorité des ministres est un succès pour la présidence britannique, qui avait fait de la réforme du régime sucrier une de ses priorités, et pour la Commission européenne, qui atteint, au prix de quelques concessions, son objectif de modifier en profondeur un régime sucrier immuable depuis 40 ans. Principale mesure de la réforme et principal enjeu de la négociation, le prix du sucre va baisser de 36%, une baisse étalée sur une période de 4 ans pour permettre aux producteurs de s'adapter. Par rapport à la proposition initiale de la Commission européenne qui voulait 39%, la baisse du prix garanti est donc un peu inférieure.

Jusqu'à présent l'UE achète le sucre aux industriels, qui transforment la betterave en sucre blanc, à un prix de 631,9 euros la tonne. Ce prix tombera à 400 euros au terme de la réforme lors de la campagne 2009/2010. Les producteurs de sucre, agriculteurs et industriels, se voient offrir d'importantes

aides, pour les aider à se restructurer ou compenser leurs pertes de revenus. Un fonds de restructuration pour l'industrie sucrière sera doté d'environ 6,3 milliards sur 4 ans, selon un haut-fonctionnaire du ministère français de l'Agriculture. Il sera alimenté par des cotisations des producteurs. Pour les betteraviers, les pertes de revenus seront compensées à hauteur de 64,2%. Le prix de la tonne de betteraves à sucre devrait baisser progressivement de 39%, de 43,3 euros par tonne actuellement jusqu'à 26 euros dans 4 ans.

### Conséquences dans les ACP

Les conséquences socio-économiques de cette réforme peuvent être désastreuses pour les pays ACP. Le marché européen représente 70 % du revenu du secteur et le manque à gagner a été estimé à 400 millions d'euros par an. Selon ces pays, la diminution du prix du sucre aurait dû être moins importante et surtout étalée sur une période plus longue. Le programme d'aide prévu par la Commission est par ailleurs jugé insuffisant car, selon une estimation du gouvernement britannique, un montant de 500 millions d'euros par an serait nécessaire pour pallier les conséquences de cette réforme et moderniser les industries du secteur.

La baisse de 36% des prix, que viennent de décider les ministres de l'Agriculture européens, va considérablement réduire les bénéfices des pays ACP producteurs de sucre. Ces pays avaient tenté d'infléchir les négociations de Bruxelles, en demandant, que la baisse des prix ne soit que de 19%. Cette proposition n'a pas été suivie par les Vingt-cinq. D'après un expert, la réforme radicale du régime du sucre va représenter une perte d'environ 300 millions d'euros par an pour les pays ACP.

L'île Maurice, fer de lance des petits producteurs, risque d'être profondément affectée par cette décision européenne. Le sucre constitue un des piliers de l'économie mauricienne. A ce jour, Port-

Louis exporte son sucre vers l'Europe à un prix garanti de 523 euros la tonne. A l'avenir, ce sera presque un tiers de moins. Ce manque à gagner se chiffrerait à 115 millions d'euros et se traduirait par la perte d'un tiers des emplois directs dans l'industrie sucrière, soit 7000 postes. Sentant venir une telle réforme à Bruxelles, le secrétaire général de la Chambre d'agriculture mauricienne faisait part de son « amère déception » et prédisait une situation « insurmontable pour l'industrie sucrière et l'économie mauricienne en général ».

C'est le 22 juin dernier que la Commission exécutive européenne de l'UE avait rendu public un nouveau plan de réforme du marché du secteur du sucre. La proposition comprenait alors une réduction en deux étapes, de 39%, du prix garanti du sucre blanc ; une compensation aux agriculteurs de l'UE à hauteur de 60% de la baisse des prix sous forme d'une subvention découplée, liée au respect de normes de gestion environnementale et foncière ; et un programme de restructuration visant à encourager les producteurs les moins compétitifs à abandonner le secteur du sucre, ainsi qu'un appui aux fermetures d'usines. La proposition avait également prévu une offre d'assistance aux pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) qui bénéficient actuellement d'un accès préférentiel sur le marché du sucre européen.

Le Protocole ACP-UE conclu en 1975 et l'Initiative TSA (Tout sauf les armes) signée par les PMA exportateurs de sucre et l'UE, sont au cœur du secteur sucrier. Le protocole relatif au sucre est en effet un accord contractuel autonome dans lequel les deux parties s'engagent à s'acquitter de leurs obligations respectives. Au terme de l'article premier de celui-ci, l'UE « s'engage pour une durée indéterminée, à acheter et à importer, à des prix garantis, des quantités spécifiées de sucre de canne, brut ou blanc, originaire des Etats ACP et que lesdits Etats s'engagent à lui fournir. »

## Sur la route de Hong Kong, les pays africains, en ordre de bataille, harmonisent leur position sur le coton

Les pays africains sont en ordre de bataille pour sauver le dossier coton. Entre Lomé, Ndjaména et Genève, ils ont harmonisé et réaffirmé leurs positions, en espérant aboutir à une issue heureuse à Hong Kong.

Des pays ACP producteurs de coton se sont réunis du 2 au 4 novembre dernier à Lomé, au Togo, pour se pencher sur les problèmes de la filière en perspective de la 6ème conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Hong Kong du 13 au 18 décembre. A l'OMC, les pays africains ont réitéré leur proposition lors de la réunion du sous-comité coton du 18 novembre - d'élimination des subventions suivant un calendrier précis et de mise en place d'un fonds d'urgence. Au préalable, les ministres du commerce des quatre pays signataires de l'Initiative sectorielle, en plus du Cameroun et de la République Centrafricaine, se sont rencontrés à Ndaména, au Tchad pour faire une évaluation de la situation du dossier coton à l'OMC et voir dans quelle mesure il était possible de faire avancer les choses à Hong Kong.

En dépit des déclarations d'intention des pays du Nord, de l'engagement des pays membres de l'OMC dans l'accord-cadre de juillet de traiter le coton de manière « spécifique, ambitieuse et rapide » et la victoire du Brésil sur les Etats-Unis, le dossier coton ne connaît encore aucune avancée qui pourrait faire espérer une solution à Hongkong. C'est pourquoi les pays ACP producteurs, avec à leur tête ceux du C4 (Bénin, Mali, Burkina Faso et Tchad), ont pris la mesure de tous les enjeux et ont décidé de négocier en rangs serrés pour que leurs préoccupations ne soient pas sacrifiées sur l'autel des jeux d'intérêts entre les pays développés et les grands pays en développement membres de l'OMC.

C'est en effet suite au constat selon lequel les propositions qui ont été faites depuis le mois d'avril 05, n'ont connu aucune avancée que ces pays ont jugé nécessaire de réagir avant d'aller à Hong Kong. Le 1er août 2004, l'OMC avait promis de traiter cette question du coton de manière « ambitieuse, rapide et spécifique ». Un an après, force est de constater que ce traitement n'est ni spécifique - le coton semble être dilué dans les négociations agricoles -, ni

rapide - il n'y a à ce jour aucun engagement chiffré et daté pour une élimination des subventions sur le coton -, ni ambitieux - la demande de mise en place d'un fonds d'urgence entre autres n'a connu aucune réponse satisfaisante. Le 19 avril 2005, le groupe Africain à l'OMC a introduit une communication au niveau du sous-comité du coton sur les modalités de mise en œuvre des demandes contenues dans l'initiative sectorielle en faveur du coton. Et la date butoir pour l'élimination de toutes formes de subventions à l'exportation était le 1er juillet 2005 et pour les soutiens internes le 21 septembre. Ces propositions sont restées sans suite.

Des propositions antérieures ont ainsi été réitérées. Elles tournent principalement autour de 3 (trois) points essentiels : d'abord l'accès des pays ACP au marché pour le commerce international du coton ; ensuite l'élimination des soutiens internes et des subventions à l'exportation des pays du nord, enfin mettre sur pied un fonds d'urgence d'appui à la production cotonnière.

Cette proposition a été formellement réitérée lors de la réunion du Sous-comité coton le 18 Novembre dernier. Ces propositions portent sur les points suivants :

- L'élimination totale des subventions sur le coton d'ici au 31 décembre 2005.
- La réduction substantielles des soutiens internes qui causent des préjudices graves au commerce du coton selon le calendrier de mise en œuvre ci-après : réduction de 80% des subventions d'ici au 31 décembre 2006 ; 10% supplémentaire de réduction pour le 1er janvier 2008 et les 10% restants pour le 1er janvier 2009.
- L'élaboration des disciplines interdisant la conversion des soutiens non autorisés en soutiens autorisés, et de mettre en place des moyens de contrôle y afférents
- La mise en place d'un Fonds

d'urgence pour faire face aux déficits liés à la baisse des prix du coton sur le marché international

- La mobilisation de l'assistance technique et financière pour le développement de la filière cotonnière en Afrique.

S'agissant de l'accès au marché, les pays africains demandent son amélioration en vue de donner la possibilité aux producteurs ainsi qu'aux exportateurs de bien se positionner sur le marché international. Cela mènera vers une meilleure représentativité et une base consolidée des produits bruts du coton. Et pour ce qui est des produits dérivés du coton, ils demandent un accès libre et sans contingent.

Les soutiens internes et les subventions à l'exportation ont aussi fait l'objet d'une attention particulière au cours de cette rencontre de Lomé. Ces questions constituent l'exemple type de relations commerciales inégales. Les subventions des pays du nord menacent l'unique « gagne pain » de millions de personnes dans les pays du Sud. Aussi le coton africain n'est plus rentable face à ses concurrents subventionnés, bien qu'il soit de haute qualité et produits à des coûts inférieurs de moitié. Dès lors la survie de la filière coton dans les pays africains est menacée, d'où l'urgence d'une solution sur les subventions qui est escomptée au cours de cette 6ème conférence de Hong Kong. Les décisions qui devraient être prises doivent porter sur, d'abord un calendrier de réduction accélérée des subventions et leur élimination d'ici une date fixe ; ensuite une indemnité financière pour compenser les pertes de revenus des PMA. Mais il faut préciser que ces propositions ont été faites depuis la fin du mois d'avril 2003, et que les choses semblent stagner depuis lors. Dès lors que les subventions continuent de causer un préjudice inestimable aux producteurs des pays africains, la demande de compensation des pertes subies apparaît comme des plus pertinentes

## Union africaine : les ministres du commerce demandent des avancées tangibles sur les questions de développement et adoptent les « benchmarks du développement ».

Face aux vives inquiétudes exprimées par les ministres sur l'évolution des négociations commerciales, au risque d'une révision à la baisse du degré d'ambition de la Conférence ministérielle, Pascal Lamy procède à des recommandations, lors d'une séance interactive, en s'exprimant sur la « dimension développement » du Cycle de négociations.

Les ministres du commerce des pays membres de l'Union africaine (UA) se sont réunis en assemblée générale extraordinaire du 22 au 24 novembre à Arusha, en Tanzanie, afin de se pencher sur l'état d'avancement des travaux du Programme de Doha pour le développement de l'OMC en vue de coordonner la participation de l'Afrique à la prochaine Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Hong Kong.

Organisée sous l'égide de l'Union africaine, l'OMC et le Fond commun pour les produits de base, organisation financière néerlandaise, la réunion a abordé entre autres, les problèmes liés aux produits de base qui constituent un aspect essentiel de l'économie de la majorité des pays d'Afrique subsaharienne.

Les Ministres ont exprimé leur inquiétude quant à l'évolution des négociations sur les échanges qui laisse présager une révision à la baisse des attentes de la Conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra à Hong Kong. Ils ont mis l'accent sur l'importance que revêt l'accès aux marchés des produits exportables pour les pays africains, et particulièrement les produits agricoles, la levée de distorsions structurelles au sein du marché agricole, et le fait que l'on devrait se pencher sur le problème des contraintes du point de vue de l'offre dans la perspective du développement. En sérialisant leurs priorités, ils ont souligné l'importance d'un traitement spécial et différencié dans la mise en œuvre des résultats des négociations, ainsi que le besoin d'une assistance financière et technique accrue pour des actions de renforcement des capacités en matière commerciale et d'une amélioration de la compétitivité africaine. Une démarche qui vise à remettre le développement au cœur des négociations commerciales conformément au mandat de Doha.

### Lamy anime une session interactive avec les ministres africains

Une session interactive a été organisée en marge de la réunion au cours de laquelle les ministres africains et d'autres délégués ont écouté et débattu de questions liées à l'OMC avec un panel, présidé par le ministre du commerce tanzanien, Juma Ngasongwa, qui comprenait également Pascal Lamy (directeur général de l'OMC), Celso Amorim, ministre des Affaires étrangères brésilien, le vice-ministre du Commerce adjoint de l'Egypte, un responsable du Commerce extérieur américain et le président du Conseil général de l'OMC, l'ambassadeur kenyan Amina Mohammad.

Lamy a tenu à préciser dès le départ que la Conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong sera une réunion de négociation et non un exercice de bilan, comme certains observateurs le laissent entendre actuellement. Selon lui, il n'y a aucune « vertu » à tenir une réunion ministérielle juste pour faire le bilan et prendre note des négociations futures pour l'année suivante. Il a soutenu que la dimension développement était « centrale à tous les sujets des négociations, » comme plat principal, et pas simplement comme un accompagnement ajouté à divers plats. La majeure partie de la dimension développement devrait être dans l'agriculture, les services et l'AMNA, d'où proviennent le gros des éléments favorables au développement dans les règles de l'OMC.

Mais tout en souhaitant que la Conférence ministérielle de Hong Kong propose un « ensemble du développement », distinct du résultat sur les questions d'accès aux marchés de l'agriculture, de l'AMNA et des services, Lamy a aussi soutenu que si le cycle de Doha n'arrivait pas à conclusion, les pays développés pourraient rehausser leurs subventions internes dans

l'agriculture. Selon Lamy, avec les règles actuelles, les États-Unis pourraient rehausser de 5 milliards de dollars leur soutien interne qui a des effets de distorsion des échanges, contre 25 milliards pour l'UE et 5 milliards pour le Japon. « C'est ce qui est en jeu et c'est pourquoi nous devons miser sur ce qui est la table, bien que ce ne soit pas suffisant. » Lamy a déclaré qu'au-delà des autres sujets, Hong Kong pourrait se concentrer sur un ensemble de questions liées au développement, qui incluraient un ensemble pour les PMA, le coton, les ADPIC et la santé et l'initiative aide pour le commerce. Concernant l'aide pour le commerce, il a déclaré que ceci comprendrait une aide apportée aux pays en développement pour faire face aux coûts d'ajustement à la mise en œuvre des décisions du Cycle ; le renforcement de leur capacité à rehausser les opportunités à travers les infrastructures. Concernant le processus, avait promis qu'il y aurait réellement un « texte bottom-up », sans surprises, « afin qu'on ne considère pas le texte comme biaisé ou manipulé. »

Commentant les positions africaines sur plusieurs sujets, Lamy a conseillé aux ministres africains d'accorder la priorité à deux ou trois revendications qu'il pourrait aider à promouvoir. Il a affirmé que la déclaration africaine de Arusha, comme celles qui l'ont précédée, en particulier la feuille de route du Caire, contenaient trop de points qu'il a assimilés à des objets accrochés à un arbre de Noël.

Plusieurs délégués africains ont été visiblement contrariés par le commentaire de Lamy relatif à l'arbre de Noël. Certains ont estimé que les points de vue exprimés dans les Déclarations sur une large gamme de sujets devraient tous être pris en considération.

(suite à la page 16)

*Union africaine : les ministres... (suite de la page 15)*

Les propos de Lamy ont été appuyés par ceux du ministre du commerce de HongKong, Tsang, qui présidera la 6<sup>ème</sup> Conférence ministérielle. Il a déclaré qu'il y avait trois tâches à HongKong : maintenir la dynamique et la pression des négociations ; établir une feuille de route claire pour les négociations après HongKong ; et arriver à un ensemble du développement significatif, distinct des avantages en termes de développement dans d'autres domaines. Il a mis l'accent sur le temps qu'il consacrait à « l'ensemble du développement » qui, a-t-il déclaré, ne se substituait pas aux avantages en matière d'ouverture des marchés dans l'agriculture et l'AMNA, mais celles-ci ne pouvaient, non plus être otages des questions de développement. Il a souligné que « l'ensemble du développement » contenait l'accès en franchise de droits et sans contingents pour les PMA ; traitait de l'érosion des préférences ; recueillait quelques propositions de traitement spécial et différencié ; offrait aux PMA des périodes de transition plus longues sur les MIC et les ADPIC ; un programme d'aide pour le commerce, pour la mise en œuvre de la facilitation des échanges ; et une solution permanente à la question des ADPIC et de la santé.

William Jackson du bureau du représentant au commerce extérieur américain a déclaré : « Nous nous trouvons actuellement dans une passe difficile, mais nous avons toujours espoir de voir des progrès sérieux à HongKong. » La partie la plus cruciale de l'ensemble est l'accès aux marchés pour les produits agricoles. Les États-Unis restent attachés à un « ensemble du développement » et il serait fâcheux « que nous quittions HongKong sans le développement. » Toutefois, comme Lamy, il a mis l'accent sur le fait que le plus grand avantage pour le développement vient des résultats en matière d'accès aux marchés.

### **Les ministres insistent sur le développement**

Un ministre africain a demandé à Lamy pour quelle raison il avertissait que les subventions agricoles seraient rehaussées si le Cycle n'arrivait pas à conclusion. Il s'est demandé si les partenaires de l'Afrique étaient en

mesure de comprendre que l'Afrique ne les contestait pas, mais qu'elle présentait simplement un agenda du développement qui avait déjà été convenu par tous. « Je ne suis pas certain que nous devrions accepter toutes les propositions sur la table, juste pour éviter une hausse des subventions. »

Alors que tout le monde s'accorde à dire qu'il devrait y avoir au moins un résultat pour le développement à HongKong, un ministre africain a affirmé que ce que « nous attendons de HongKong, ce n'est pas une définition du développement formulée par le panel. Il n'est pas correct que la hiérarchie des questions dites de « développement » soit établie par d'autres, pour nous » a-t-il déclaré. Il doit y avoir un sens de l'équilibre, l'Afrique étant l'homologue sur les questions et les préoccupations en matière de développement, avec ces autres propositions sur la table. HongKong est un événement politique et les ministres doivent affronter les critiques, les médias et l'opinion publique. Si HongKong ne réalise pas ses promesses sur le développement, tels qu'ils les perçoivent, ils auront un problème en rentrant chez eux.

Posant la question de savoir en quoi consisterait un résultat équilibré pour le développement, il a déclaré que le menu proposé par Lamy en était loin, car elle ne représentait qu'une approche « big bang » de l'accès aux marchés. Pourrait-on réduire ce Cycle à l'accès aux marchés, puis dire qu'il avait tenu ses promesses sur le développement ? Les Africains, comme le montre la Déclaration de l'UA, ont une approche plus sophistiquée du développement et devraient être écoutés, a-t-il déclaré.

Trop d'hypothèses ont été formulées concernant le fait que s'il y avait libéralisation, ceci entraînerait des avantages pour les pays en développement. Au nombre des hypothèses irréalistes figurent le transfert de technologie, le transfert de l'emploi d'un secteur à l'autre. Ceci étant irréaliste, il est essentiel que les pays en développement disposent d'un espace de politique.

L'exemple du coton a été cité pour dire que le problème s'est aggravé après Cancun par l'endettement croissant des

producteurs. Les pays producteurs africains s'attendent à une solution d'ensemble à HongKong, quelque soit la situation générale des négociations sur l'agriculture, autrement il ne voyait pas comment les pays pouvaient convenir d'un accord et comment les ministres pouvaient rentrer chez eux pour se retrouver face à leurs populations. Dans sa réponse, Lamy a déclaré qu'il y avait quelque chose qui ne pouvait être recalibré, à savoir la date limite de fin 2006 pour mener le Cycle à terme. La réunion de HongKong devrait décider de la façon dont se ferait le recalibrage pour rattraper le temps perdu.

*Entre le «re-calibrage» ... (suite de la page 2)*

dans l'annexe B, pour le coefficient à associer à la formule de réduction tarifaire (auquel le niveau tarifaire final des pays sera fortement lié). Le projet de texte « les coefficients qui ont été mentionnés pour les Membres développés se situaient généralement dans une fourchette de 5 à 10, et pour les Membres en développement dans une fourchette de 15 à 30 », mais certaines délégations ont trouvé ceci trop restrictif, d'autres pensant le contraire.

De plus, selon des sources, les Membres n'ont ni été en mesure de s'accorder sur la formulation de 5 amendements en matière de traitement S&D, axés sur des accords particuliers de l'OMC, amendements recherchés par les PMA, alors même que l'annexe F contenait déjà des options possibles différentes pour quatre d'entre eux, ni été satisfaits d'une version de compromis de l'annexe préparée par Lamy, le 28 novembre. La directrice générale adjointe, Valentine Rugwabiza, tente à présent de parvenir à un compromis sur les 5 propositions des PMA axées sur des accords particuliers. Les États-Unis se sont dits ouverts à fournir aux PMA un accès en franchise de droits et sans contingents dans tous les secteurs, sauf un, à savoir le secteur des textiles, où ils sont réticents à ouvrir pleinement leurs marchés aux exportations du Bangladesh. La Suisse a proposé de mener à bien l'accès aux marchés pour les PMA dans tous les autres secteurs, avant de se tourner vers les textiles.



En plus des divergences sur le contenu des annexes, les Membres en contestent également le statut juridique : les rapports des présidents auraient-ils des effets juridiques si les ministres devaient adopter une déclaration qui les comprenaient en annexes ? Ces effets juridiques changeraient-ils si les ministres se contentaient de « prendre note » des rapports, au lieu « d'adopter » une déclaration dont ils feraient partie ? Le Groupe africain a fait savoir au Comité des négociations commerciales qu'il considérait les annexes comme des lignes directrices potentiellement contraignantes – et qu'il n'était donc pas en faveur de leur inclusion.

### **Les pays africains très insatisfaits des aspects relatifs au le coton, dans le projet de déclaration ministérielle**

Selon des sources proches des négociations à Genève, les pays africains ne se sont pas montrés enthousiastes sur les aspects liés au coton dans le projet de déclaration ministérielle. Celle-ci s'est focalisée sur deux points. Elle revient d'abord sur les engagements du paquet de juillet pour rappeler la volonté d'accorder un niveau élevé de priorité au coton, mais sans inclure d'éléments concrets de solution rapide spécifique et ambitieuse. L'engagement d'établir des modalités y est réaffirmé, mais sans qu'un échéancier pour Hong Kong n'y figure.

Ensuite, les aspects du dossier coton relatifs à l'aide au développement y sont relatés avec la mise en exergue des rapports périodiques du Directeur Général.

Pour les pays africains, ce texte ne prend pas en compte les impératifs liés à l'urgence d'une solution qu'ils ont réaffirmés tout le long de l'année 2005, et pour la dernière fois lors de la réunion du sous-comité sur le coton du 18 Novembre. Aucune allusion n'a été faite sur la demande de fond d'urgence demandée et aucune disposition du projet de texte ne laisse entrevoir une solution pour Hong Kong.

Avec le projet révisé du 1<sup>er</sup> Décembre, on a pu noter une légère amélioration. Elle comporte l'engagement, quoi qu'en soit très prudent, de « faire en sorte d'avoir une décision explicite sur le coton à titre de premier résultat » et d'adopter des modalités qui pourraient être établie à

Hong Kong. Sous ce chapitre, les pays africains affirment vouloir amorcer un début de mise en œuvre de leur demande d'élimination des subventions selon le calendrier suivant : réduction de 80% des subventions d'ici au 31 décembre 2006 ; 10% supplémentaire de réduction pour le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et les 10% restants pour le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

### **Quelles orientations pour les discussions ministérielles à Hong Kong ?**

En dépit de ces divergences, plusieurs délégations ont indiqué souhaiter que le sommet de Hong Kong produise davantage qu'une simple date pour des modalités complètes. Elles recherchent donc des moyens d'encourager un engagement ministériel ciblé et des négociations au sommet, bien que le projet de texte ne soit pas très spécifique. Selon des sources, pour tenter d'y arriver, les Membres assistant aux réunions des 'green rooms' se sont engagés dans un processus à deux voies : la formulation d'un ensemble de questions à poser aux ministres à Hong Kong, pour les orienter leurs discussions, et la rédaction d'un texte à inclure dans le corps du projet de déclaration ministérielle, qui « saisirait » la convergence à laquelle il est fait allusion dans les rapports des présidents des négociations sur l'agriculture et l'AMNA.

En ce qui concerne l'agriculture, ces questions peuvent porter sur la structure de la formule et des règles pour la réduction des subventions internes ; les éléments de la formule de réduction tarifaire ; les conditions préalables requises pour un accord sur l'élimination des subventions internes ; et le traitement S&D. Pour ce qui est de l'AMNA, il peut être demandé aux ministres s'ils sont en mesure de convenir de la forme large de la formule de réduction tarifaire et des flexibilités à accorder aux pays en développement dans l'application de la formule, ainsi du traitement des lignes tarifaires non consolidées. Ces questions, naturellement, sont à peu près identiques à celles sur lesquelles, dans leurs rapports, les présidents avaient estimé qu'une orientation ministérielle était nécessaire. On s'attend à ce que ces questions communiquées aux Membres, en même temps que le projet de texte révisé du 1<sup>er</sup> décembre.

Des sources dans les milieux du commerce, à Genève, indiquent que les paragraphes sur l'agriculture rédigés dans la 'green room' mettent l'accent sur « l'hypothèse de travail » des Membres sur le classement du soutien interne qui fausse les échanges en trois étages, les pays qui accordent les subventions les plus fortes procédant aux réductions en pourcentage les plus conséquentes. Les sources indiquent également une convergence sur le principe du classement des tarifs en quatre étages, avec un nombre limité de produits sensibles. Le texte relatif aux discussions sur l'AMNA mentionne une « hypothèse de travail » sur une formule suisse pour les réductions tarifaires (qui abaisserait les tarifs élevés de manière beaucoup plus importante que les tarifs faibles). Elle donne pour instruction au Groupe de négociation de l'AMNA de finaliser la structure et les détails de la formule, « ainsi que les questions des tarifs non consolidés et des flexibilités, dès que possible. »

### **Un dernier espoir à travers le Early Harvest – Résultats rapides ?**

En fin de compte, un des espoirs de voir la conférence ministérielle de Hong Kong aboutir à un résultat positif, est cette approche de Lamy autour d'une possibilité de « Early harvest ». On l'a retrouvé comme hypothèse de travail dans le projet révisé sur le coton, et elle pourrait tout être appliquée au Traitement Spécial et Différencié à Hong Kong. Tout engagement qui en résulterait serait mis en œuvre préalablement à la date limite des autres obligations au titre du Cycle de Doha. En spécifiant qu'un « ensemble d'aide pour le commerce d'ici la conclusion du Cycle » aiderait à traduire matérialiser son potentiel de développement, Lamy a déclaré que les Membres auraient également à prendre en compte d'autres aspects du mandat, tels que le l'érosion des préférences et les problèmes rencontrés par les petites économies.

*Sur la route de Hong Kong... (suite de la page 3)*

- Concernant les **tarifs industriels**, les membres de l'OMC n'ont pas encore trouvé de consensus sur la formule de réductions tarifaires à appliquer

*(suite à la page 18)*

*Sur la route de Hong Kong... (suite de la page 17)*

alors que les pays du Sud exportateurs de produits de base (sucre, banane, etc.) sont de plus en plus inquiets de l'effet de l'érosion des marques préférentielles sur leurs économies.

- **Sur les questions de développement** non plus, il n'y a pas eu, à proprement parler d'avancée. Si nous pouvons nous féliciter d'initiatives tels que le cadre intégré ou le JITAP qui ont pour objet de renforcer les capacités de production et d'offre des PMA et des pays en développement, nous devons malheureusement déplorer que les engagements des pays développés pour appuyer ces programmes n'ont pas été jusqu'ici respectés. Il n'y a pas de mobilisation effective de ressources financières pour permettre de financer les projets et programmes des pays éligibles afin de leur permettre de mieux intégrer le système commercial multilatéral et de vaincre la pauvreté.

Globalement, tel que l'évaluation ci-dessus du « paquet de juillet » le montre à volonté, la voie que nous suivons actuellement, aussi bien dans les relations commerciales entre les nations que dans la manière dont l'OMC cherche à lever les entraves et les écueils, nous conduit inéluctablement dans une impasse.

De fait les problèmes posés et à résoudre à l'OMC ne sont pas des problèmes techniques de boîtes vertes ou jaunes ou rouges ; ce sont des problèmes éminemment politiques. Il s'agit de savoir si une volonté politique suffisamment forte existe chez les grands dirigeants de ce monde pour changer ce qui est injuste dans les relations internationales après que la communauté internationale a mis fin, pour l'essentiel, à la colonisation et à l'apartheid.

Encore une fois, il ne s'agit pas de demander l'aumône mais de réclamer simplement justice. Je ne suis pas oiseau de mauvais augure, mais le confort doué que créent ces énormes gains illicites réalisés sans coup férir ne présage rien de bon pour l'avenir. Dans une génération, le continent africain abritera un milliard d'êtres humains, essentiellement jeunes qui, l'éducation

et la communication moderne aidant, n'accepteront pas, loin de là, de croupir stoïquement dans la misère et la pauvreté imposées par l'iniquité dans les échanges internationaux tout en sachant qu'ailleurs dans le monde existent des espaces d'abondance et de richesses. Au demeurant certains stratèges de l'OTAN ne s'y trompent guère qui, en 1997 déjà, considéraient le flux migratoire du Sud vers le Nord comme l'une des cinq plus grandes menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales. Les vagues d'assaut sur Ceuta et Melilla semblent n'être qu'un prélude à des situations dont il est difficile aujourd'hui d'imaginer l'ampleur, les formes et les conséquences sur l'humanité toute entière.

Pourtant, cette sombre perspective peut être valablement inversée. L'Afrique, qui s'étend sur trente (30) millions de Km<sup>2</sup> et dont le sous-sol regorge de toutes les richesses connues sur la planète, présente en effet tous les atouts nécessaires pour devenir un marché solvable d'un milliard de femmes et d'hommes qui achètent et qui vendent. Elle peut à cet égard, gagner sa bataille du développement et être un partenaire privilégié pour les autres régions du monde.

Tout cela suppose de profondes réformes à l'OMC qui s'orienteraient vers une prise en charge spécifique de la situation des PMA en général et des pays africains relevant de cette catégorie en particulier dans les débats et les décisions.

Le dialogue Est-Ouest s'est, pour l'essentiel, bien terminé mais, pour que celui entre le Nord et Sud se passe aussi bien il est urgent de reformer le commerce mondial et par conséquent l'OMC. Ceux qui appellent à un nouvel ordre commercial mondial, à l'avènement d'un commerce équitable, ont raison. C'est la voie d'une humanité plus humaine, celle d'un monde débarrassé des racines qui germent Ceuta et Melilla.

*L'agenda de développement... (suite de la page 5)*

toutes les formes d'appui à leurs secteurs économiques. Du coup, la réduction des subventions et des aides

dans les pays développés est devenue un enjeu majeur des négociations internationales. Le coton est probablement le secteur où l'appui des pays développés est à l'origine d'une forte détérioration de la situation économique des pays exportateurs et d'un accroissement de la pauvreté dans ces pays. Cette question est devenue rapidement le dossier symbolique du Doha Round et de la capacité des pays développés à prendre en charge les préoccupations des pays africains et à donner un véritable contenu favorable au développement dans les négociations internationales. L'affaire du coton a commencé lorsque le Bénin a transmis en avril 2003 une initiative au nom de quatre pays africains (Mali, Tchad, Burkina Faso et Bénin) au Président du Comité sur l'agriculture. Dans cette soumission, les pays africains exigeaient un arrêt des subventions au coton dans les pays développés qui sont à l'origine d'une chute importante des prix depuis plusieurs années. En même temps, ils demandaient des mesures de compensation afin de faire face à la baisse de leurs recettes d'exportations.

Suite à l'accord de juillet 2004, la question du coton doit être traitée dans le cadre des négociations agricoles mais doit avoir un traitement rapide. Or, aujourd'hui peu de progrès a été réalisé dans ce domaine.

### **Renforcer le traitement spécial accordé pour les pays africains dans le système multilatéral**

L'apparition des pays africains sur la scène internationale a été à l'origine des débats autour du traitement qu'on devrait leur réserver dans le système commercial multilatéral. L'écart de développement entre les pays membres du GATT était à l'origine d'une prise de conscience de la difficulté d'appliquer de manière universelle les règles du système multilatéral. Au contraire, on se rendait compte que les pays nouvellement indépendants ne pouvaient pas s'engager dans un processus de libéralisation et d'une plus grande ouverture de leurs échanges au risque de voir l'écart qui les séparait des pays développés se creuser. Les pays membres du GATT commençaient à intégrer l'idée d'accorder des exceptions aux pays en développement, et en particulier aux pays africains, afin de les

aider à relancer leurs dynamiques de croissance et à diversifier leurs économies. Ainsi, débutait le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement dans le système commercial multilatéral. Ce traitement tournait autour des exceptions à la règle de réciprocité qui étaient au centre des rapports entre les pays membres du GATT. Ces exceptions seront renforcées suite aux revendications des pays en développement pour un nouvel ordre économique international tout au long des années 70. Or, la crise du début des années 80 a été à l'origine d'une remise en cause des exceptions accordées aux pays en développement. L'analyse des causes de ces échecs mettait l'accent sur les comportements rentiers qui se sont développés dans un grand nombre de pays en développement du fait de l'absence d'une véritable concurrence. Les pays africains ont appelé dans le cadre des négociations internationales à renforcer le traitement spécial et différencié afin de leur permettre de consolider leurs dynamiques de croissance et de mieux tirer profit du commerce international.

### **Que faire à Hong Kong ?**

Il semble aujourd'hui établi que la Conférence Ministérielle de Hong Kong ne favorisera pas une avancée majeure dans la réalisation des objectifs du développement du Doha et dans la prise en compte des préoccupations des pays en développement. Cependant, les pays africains doivent poursuivre leurs mobilisations et leurs efforts afin d'ouvrir le système multilatéral à leurs préoccupations. La réalisation des objectifs du développement de l'Agenda de Doha passe par le desserrement de la discipline multilatérale, l'amélioration de la place de l'Afrique dans les échanges internationaux et le renforcement de la transparence et de l'équité dans la gestion du système commercial multilatéral.

### **Dessermer la contrainte multilatérale !**

Un des phénomènes marquants de ces dernières années est la montée en puissance des institutions multilatérales dans la gouvernance de l'ordre économique international. Ce phénomène est bien évidemment étroitement lié à la globalisation qui s'est

accompagnée d'importants efforts afin de structurer les institutions et les règles capables d'assurer la stabilité de l'ordre international. Des efforts d'autant plus nécessaires que la dynamique économique ainsi que ses logiques s'affranchissent du cadre étroit des Etats-nations et deviennent des phénomènes transnationaux. La capacité de régulation des Etats et des institutions nationales devient alors limitée et les nouvelles institutions internationales émergent comme des lieux et des espaces capables de prendre en charge le nouvel ordre en gestation. Ainsi, les Nations-Unies, le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC se sont donnés des compétences nouvelles en prenant en charge la gestion des phénomènes globaux comme les mouvements de capitaux, les flux financiers, les questions climatiques ou les problèmes de la paix et des conflits internationaux.

La montée de ces institutions internationales a entraîné dans son sillage la montée de la discipline multilatérale. Le domaine des échanges internationaux a connu les mêmes évolutions récemment. Au niveau du commerce multilatéral, la montée de la discipline multilatérale pose des défis aux pays en développement à deux niveaux. Le premier réside dans le fait que la discipline multilatérale se traduit par des pressions fortes à l'adoption de normes, de règles et d'institutions universelles et considérées comme les plus aptes à assurer la stabilité des échanges et de la croissance. Un autre aspect important de la montée de la discipline multilatérale est la dévalorisation des politiques nationales et des instruments de la politique commerciale comme les subventions, les tarifs douaniers et toutes les autres formes d'appui et de soutien aux activités industrielles. Ainsi, il devient de plus en plus difficile pour les pays en développement et en particulier pour les pays africains d'échapper à cette discipline multilatérale et de définir une politique commerciale nationale. Or, si cette évolution ne pose pas de grandes difficultés pour les pays développés qui ont pu construire la compétitivité de leurs structures industrielles avec l'appui de politiques commerciales fortes, elle paraît plus préoccupante pour les pays en développement dont l'appui de la politique commerciale est nécessaire à

la définition d'une politique industrielle compétitive.

A ce niveau, il paraît essentiel de relâcher la discipline multilatérale pour les pays en développement afin de leur permettre de construire des institutions spécifiques et capables de répondre à leur niveau et à leurs expériences spécifiques en matière de développement. Le relâchement de cette discipline multilatérale pourrait également aider les pays africains à définir leurs politiques et leurs stratégies nationales afin de construire la compétitivité de leurs entreprises industrielles à travers l'usage des instruments de la politique commerciale. Ce relâchement de la discipline multilatérale pourrait se faire notamment à travers un accroissement et un renforcement du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

### **Améliorer l'insertion de l'Afrique dans le commerce international**

Il faut noter à ce niveau que la place de l'Afrique n'a cessé de se détériorer et de se marginaliser. A ce niveau, plusieurs réformes doivent être entreprises par les pays développés afin de renforcer la place des pays africains dans les échanges mondiaux.

### **Un meilleur accès au marché pour les pays africains**

La première proposition est liée à l'amélioration de l'accès aux marchés pour les pays en développement. Cette amélioration devrait s'attaquer aux différentes dimensions de l'accès aux marchés dont les hauts tarifs douaniers, les pics tarifaires et la progressivité des droits de douane ainsi que les barrières non tarifaires. Or, ces actions sont insuffisantes pour certains pays et n'entraîneront pas une amélioration significative de leur insertion internationale. Afin de renforcer l'accès des pays africains au commerce international, certains ont suggéré de leur accorder un accès illimité sur les marchés des pays de l'OCDE. Une étude récente de la CEA a montré que l'impact de cette proposition est important pour les pays africains et son coût est minime pour les pays développés.

*(suite à la page 20)*



*L'agenda de développement... (suite de la page 19)*

### **Une réduction de toutes les formes d'appui dans les pays de l'OCDE**

Les pays africains sont confrontés depuis quelques années au caractère imparfait de la concurrence sur les marchés mondiaux. A ce niveau, les pays développés continuent à accorder d'importants appuis à leurs secteurs stratégiques, notamment les secteurs industriels et agricoles. Ces appuis renforcent la compétitivité des exportations de ses pays et ont des effets néfastes sur le développement économique et social des pays africains. Ainsi, la réduction de toutes les formes de concurrence déloyales est cruciale pour les pays africains.

### **Le renforcement des préférences**

Les pays développés ont accordé depuis quelques décennies des traitements préférentiels pour l'accès à leurs marchés pour les pays en développement. Durant les décennies 80 et 90 on a assisté à une avalanche de critiques contre ses traitements qui n'ont pas été en mesure d'aider les pays en développement à accroître leurs exportations. Or, des études récentes ont montré que, contrairement aux affirmations, les pays en développement ont tiré profit de ces traitements. Il est de ce point de vue nécessaire dans un contexte de libéralisation des échanges de renforcer ce traitement préférentiel pour les pays en développement et surtout de simplifier les procédures et les mesures administratives liées à la mise en œuvre de ces traitements.

### **L'abandon de la réciprocité**

Jusqu'à une date récente, le système multilatéral admettait dans son fonctionnement l'inégalité des niveaux de développement des pays et acceptait des traitements spécifiques pour ceux de ses membres qui ont un niveau de développement plus faible. Ainsi, une grande partie des accords entre les pays du Nord et du Sud admettait le principe de la non réciprocité des avantages accordés par les pays riches. Or, ce principe a été remis en cause depuis quelques années et la réciprocité devient la nouvelle règle dans les accords internationaux. Un principe qui risque de renforcer la fragilité des pays africains et réduirait leur marge de manœuvre

dans la formulation de leurs choix et de leurs politiques de développement. A ce niveau, l'abandon de ce principe pourrait renforcer les pays africains dans leurs efforts de structuration de dynamiques de croissance fortes et compétitives.

### **Améliorer la transparence et l'équité dans la gouvernance du système multilatéral**

La troisième préoccupation qui pourrait favoriser le développement dans le commerce international est liée à la gestion et à la gouvernance de l'ordre multilatéral. De ce point de vue, l'avènement de l'OMC est un événement important dans la mesure où cette institution joue un rôle plus marquant dans la gouvernance du système commercial multilatéral. Or, depuis la création de cette institution en 1994, les pays africains n'ont cessé d'exiger une plus grande transparence dans la formulation des propositions et des décisions dans ce cénacle et leur participation plus active dans la conduite des négociations.

Le commerce international pourrait jouer un rôle majeur dans la croissance et le développement comme l'a montré l'expérience de croissance rapide des pays asiatiques. Or, cette contribution n'est pas automatique et exige une profonde réforme du système commercial multilatéral afin de le rendre plus équitable et de renforcer son ouverture sur les pays en développement. Ces réformes doivent également trouver l'équilibre dynamique entre les règles minimales à mettre en place de manière universelle et en même temps ouvrir un espace de liberté et d'expérimentation pour les pays en développement afin de construire leurs dynamiques de développement. Cependant, l'ouverture du système multilatéral et sa réforme profonde sont essentielles mais insuffisantes. A ce niveau, il faut mentionner que les pays africains doivent mettre en place des stratégies dynamiques de croissance afin de pouvoir bénéficier de l'ouverture du système commercial international.

*Conférence ministérielle ... (suite de la page 7)*

les pertes de recettes tarifaires pourraient s'élever à 60 milliards de dollars pour les pays en développement. Ces coûts sont rarement pris en

considération dans les débats sur la libéralisation des échanges, mais pour les pays en développement, ils sont significatifs. Comme nous pouvons le voir, ils éclipsent les gains potentiels de juste 16 milliards de dollars actuellement projetés par la Banque mondiale. Ces projections expliquent certes clairement pourquoi tant de négociateurs résistent aux appels persistants à la libéralisation des échanges : il ont peu ou rien à gagner, et peut-être beaucoup à perdre.

*La question du coton est ... (suite de la page 8)*

La menace réelle pour le Cycle du développement de Doha, c'est l'incapacité des dirigeants politiques, aux États-Unis et en Europe, à promouvoir les moyens d'existence des petits agriculteurs, au profit de ceux leurs puissants lobbies agricoles. La réforme du commerce pose manifestement des choix de politique difficiles pour les pays riches comme pauvres. Toutefois, compromettre les efforts globaux en vue de la réduction de la pauvreté et saper l'OMC en maintenant un système de subventions agricoles dépassé, c'est certainement le mauvais choix.

Lorsqu'ils s'étaient engagés envers le Cycle du développement, les négociateurs de l'OMC et leurs gouvernements répondaient à des pressions intérieures et extérieures qui appelaient les gouvernements à cesser de rechercher de manière acharnée la réalisation de leurs intérêts sectoriels internes étroits. Ceci a-t-il réellement changé ?

On ne se souviendra pas de l'année 2005 comme d'une percée dans la lutte contre la pauvreté, fondée sur les avancées enregistrées lors de la réunion du G-8 à Gleneagles, si elle perpétue un modèle de mondialisation qui tolère le système du deux poix deux mesures et qui oppose les producteurs africains pauvres aux producteurs riches, subventionnés par leurs gouvernements, aux États-Unis ou dans d'autres parties du monde. Rien n'illustre mieux ceci que la question du coton.

L'horloge tourne en ce qui concerne le cycle de Doha, et la légitimité du système fondé sur des règles représenté par l'OMC. C'est le moment de faire



preuve de leadership politique. Il serait bon de commencer par la réforme du commerce du coton.

*Agriculture : l'offre euro... (suite de la page 9)*

laisserait les abaissements tarifaires sur de tels produits dévier d'un à deux tiers du niveau requis dans la fourchette applicable.

Pour rehausser l'accès aux marchés pour ces produits sensibles, bien que d'un niveau moindre que cela se serait autrement produit - l'UE prévoit l'expansion des contingents tarifaires pour le commerce de ces produits. Elle propose un mécanisme au moyen duquel des écarts plus conséquents de l'abaissement tarifaire normal entraîneraient l'expansion accrue des contingents tarifaires. Toutefois, l'importance de l'expansion tarifaire diminuerait de fait pour les produits des fourchettes tarifaire supérieures - l'UE soutient que ceci est dû au fait la part la plus importante de l'expansion de l'accès aux marchés viendrait toujours des réductions tarifaires.

A titre comparatif, le G-20 aimerait voir les pays développés limiter leurs produits sensibles à 1% des lignes tarifaires (1,5% pour les pays en développement), avec des écarts de pas plus de 30% par rapport à l'abaissement tarifaire normal. Il interdirait également aux pays développés de créer de nouveaux contingents tarifaires, une option que l'UE cherche à conserver.

De plus, l'UE souhaite maintenir sa capacité à recourir à la Sauvegarde spéciale de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture pour être en mesure d'imposer des droits supérieurs aux niveaux tarifaires consolidés sur le bœuf, la volaille, le beurre, les fruits, les légumes et le sucre, en cas de brusques poussées des importations.

### **Subventions internes et concurrence à l'exportation**

Dans sa proposition, l'UE se dit disposée à procéder à un abaissement de 70% de son montant plafond pour l'ensemble du soutien agricole ayant des effets de distorsion des échanges (ainsi que sur les subventions au titre de la catégorie ambre), qu'elle accepterait

des États-Unis un abaissement de 60% et que le Japon pourrait entrer dans une ou l'autre des deux fourchettes. L'UE appelle également les pays développés à réduire de 80% le niveau 'de minimis' de 5% existant de subventions ayant des effets de distorsion des échanges exemptés et de convenir de règles pour garantir que les versements au titre de la catégorie bleue ont moins d'effets de distorsion des échanges. L'UE cherche à limiter la capacité des États-Unis à transférer ses versements contracycliques dans la catégorie bleue.

### **Mandelson a reconnu que les réductions de subventions de l'UE ne feraient pas plus que rendre irréversible - 'lock in' - pour l'UE la réforme de 2003 de sa Politique agricole commune**

L'accès aux marchés proposé par l'UE est également subordonné à un accord entre les Membres pour s'orienter vers l'aide alimentaire uniquement monétaire non liée (c'est-à-dire non liée à des achats auprès d'un pays particulier), une démarche qui vise essentiellement les États-Unis ; et mettre en place de nouvelles disciplines régissant les entreprises commerciales étatiques, ce qui est dirigé vers l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande.

Concernant le coton, l'UE souhaite qu'à Hongkong, les Membres s'accordent sur des engagements visant à « surmonter » les effets ayant des effets de distorsion des échanges dans les politiques des pays riches, ainsi que sur des « dates et des modalités pour [leur] mise en œuvre rapide. »

### **En se tournant vers l'avenir**

Les Membres clés restent profondément divisés. Selon le Brésil, la proposition de réductions tarifaires sur le commerce des produits agricoles avancée par l'UE est trop faible, alors que ses exigences sur les biens industriels et les services sont trop élevées.

On ne sait pas très bien si Mandelson serait en mesure de faire une offre plus conséquente sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles avant HongKong sans s'attirer la colère franche de certains Etats Membres de l'UE. De plus, une offre faite durant la Conférence ministérielle elle-même, risquerait de ne

pas être évaluée pleinement, car les Membres pourraient simplement ne pas disposer de suffisamment de temps pour le faire, et conviendraient plutôt de poursuivre les négociations à une date ultérieure. Ceci ne mènerait pas le Cycle de Doha aux deux tiers du chemin, à HongKong, en conformité avec la feuille de route énoncée par le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy.

*Traitement spécial.. (suite de la page 10)*

HongKong, par exemple un accord sur les propositions des PMA qui pourraient être inclus dans leur totalité dans l'annexe. Plusieurs pays en développement ont toutefois fait valoir que toute annexe éventuelle pour les propositions devrait être fondée sur le texte d'Ismail du 2 novembre.

Le 16 novembre Ismail a présenté aux délégués, au cours de consultations informelles, un projet de texte de quatre paragraphes. Reconnaisant que des progrès ont été réalisés sur les 5 propositions axées sur des accords particuliers, le texte appelait les Membres à intensifier les travaux sur ces propositions. Le projet de texte notait également que les Membres devaient débattre de questions en suspens telles que le point de savoir s'il fallait surveiller le fonctionnement des dispositions en matière de traitement spécial et différencié, et comme procéder. Certains délégués ont émis des réserves sur la question si l'on pouvait qualifier les négociations de « progrès ». Au cours de la réunion, plusieurs délégations ont déclaré que les Membres devraient revoir leurs attentes à la baisse en ce qui concerne les négociations sur le S&D, mais selon d'autres, en raison des contraintes de temps, ils devaient être réalistes à propos de ce qu'ils pourraient accomplir.

### **Les cinq propositions**

Les consultations récentes menées sur les 5 propositions des PMA se sont concentrées sur la Proposition 36 qui, dans la version du 2 novembre, déclare que « les pays développés Membres devront, et les pays en développement Membres qui se déclarent en position de le faire devraient, fournir un accès aux

*(suite à la page 22)*

*Traitement spécial.. (suite de la page 21)*

marchés en franchise de droits et sans contingents aux produits originaires des PMA » de manière stable et prévisible. Les PMA font valoir qu'il devrait être spécifié, dans le texte, que cet accès est contraignant est applicable à tous les produits et à tous les PMA. Les pays développés plaident toutefois en faveur de l'exclusion de ces termes plus contraignants. La version du 3 novembre du texte des propositions incluait effectivement ces termes entre grands crochets, mais le texte présenté aux Membres omettait ces passages. Ceci a incité certains PMA à faire part de leur confusion en ce qui concerne le processus de négociation et à demander que les passages omis soient de nouveau inclus. Aucune des trois formulations proposées dans le projet de déclaration ministérielle ne reprend la demande des PMA pour un accès aux marchés contraignants.

La Proposition 23 exigerait du Conseil général qu'il prenne une décision, dans un délai de 60 jours, sur les demandes de dérogation de certaines obligations au titre de l'OMC, émanant de Membres non PMA, pour permettre à ces pays de prendre des mesures exclusivement en faveur des PMA. La version du 2 novembre conserve, toutefois, une stipulation selon laquelle les Membres doivent prendre ces décisions tout en « tenant compte des intérêts des autres pays en développement Membres afin de ne pas les affecter. » Des sources laissent entendre que les pays latino-américains ont plaidé en faveur de l'inclusion de cette phrase pour garantir que les futures dérogations en faveur des PMA ne reproduisent pas l'expérience commerciale de la banane. Certains producteurs latino-américains estiment avoir pâti de la dérogation accordée à l'UE qui permet à l'Union de maintenir des préférences commerciales pour les bananes en provenance des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique).

Concernant la proposition 84, qui recherche pour les PMA des exemptions aux obligations découlant de l'Accord sur les mesures concernant l'investissement et touchant au commerce (MIC), le texte du président autoriserait les PMA à conserver ou à introduire des mesures qui sont incompatibles avec l'Accord sur la base des procédures de notification et d'exemption temporaires. Ceci penche en

faveur de l'approche préférée par les pays développés, au lieu de la dérogation générale que les PMA avaient recherchée.

Selon la Proposition 88, les PMA ne « seront » tenus de contracter des obligations ou des engagements « que dans une mesure compatible avec leurs besoins particuliers de développement, financiers ou commerciaux, ou leurs capacités administratives et institutionnelles. » Elle permet aux PMA qui, pour ces raisons, se trouvent dans l'incapacité de se conformer aux obligations de porter la question devant le Conseil général pour un examen et une action appropriée. Toutefois, les États-Unis se sont préoccupés de savoir ce que pourrait impliquer l'engagement contraignant « seront ».

La Proposition 38 invite vivement les donateurs, les agences multilatérales et les institutions financières internationales à coordonner leurs travaux afin de « garantir que les PMA ne sont pas soumis à des conditionnalités sur les prêts, les subventions et l'aide publique au développement, qui soient incompatibles avec leurs droits et leurs obligations aux fins des Accords de l'OMC. » Elle bénéficie d'un large appui des Membres de l'OMC.

Selon de nombreux membres, des avancées significatives à Hong Kong sur le TSD en général ou sur les propositions des PMA pourraient donner plus de crédibilité au programme de Doha quant à sa volonté de rééquilibrer le système commercial multilatéral et de mettre le commerce au service du développement.

*ADPIC: prorogation limitée. (suite de la page 11)*

pharmaceutiques, que les PMA ne sont pas tenus de protéger pleinement jusqu'en 2016, à la suite d'une prorogation qui leur a été accordée en 2002.

Le projet de décision spécifie que les PMA sont tenus de « garantir que tout changement apporté à leurs lois, réglementations et pratiques, effectué durant la période transitoire additionnelle, n'entraîne pas un degré moindre de cohérence avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. » Cette soi-disant 'clause de statu quo' gèlera les lois relatives à la propriété intellectuelle que les PMA ont déjà mises en œuvre et les empêche de

réduire leur portée ou niveau de protection. Ainsi, si un pays permet déjà des brevets sur des engrais ou autres intrants agricoles, il lui serait interdit d'abroger ce droit de brevet, en dépit de la période transitoire.

Par contre, James Love, directeur de Consumer Project on Technology, une ONG qui travaille sur les questions de propriété intellectuelle, a qualifié l'accord de « très minimalistes ». « Nombre de ces pays ont déjà mis leurs lois en conformité avec l'Accord sur les ADPIC » a-t-il souligné. « Ceci ne leur donne aucun moyen de faire marche arrière. »

L'accord sur la prorogation appelle également les PMA à soumettre au Conseil des ADPIC un aperçu de l'assistance technique et financière spécifique qui leur est nécessaire pour mettre en œuvre l'Accord sur les ADPIC, « de préférence d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2008. » Cette information sera alors utilisée pour aider ces pays dans la mise en œuvre de l'Accord. Selon Love, cette stipulation met effectivement les PMA sur une « voie rapide pour la mise en conformité » d'ici deux ans. Il a noté que l'accord se concentrait sur l'aide à apporter aux PMA pour qu'ils se mettent en conformité avec les obligations au titre des ADPIC, sans même commencer à prendre en compte la question plus large de savoir si un système de brevets était effectivement, pour les PMA, le meilleur moyen de stimuler l'investissement et l'innovation. Love s'est également dit préoccupé de voir que les PMA pourraient finir par faire des concessions beaucoup plus importantes dans d'autres domaines, en échange d'une prorogation limitée du délai.

*Produits spéciaux (PS)... (suite de la page 12)*

auraient le droit d'imposer des droits de sauvegarde progressivement plus élevés pour contrer les brusques poussées des importations entrant dans les trois étages supérieurs. Ces droits additionnels seraient plafonnés pour chaque étage, soit en tant que chiffre fixe de points de pourcentage, soit comme un certain pourcentage du droit consolidé pour le produit visé.

Afin de clarifier le statut des produits en route vers les pays importateurs, sur la base de contrats établis avant que le

volume déclencheur ne soit dépassé - une source de grande confusion, récemment, durant l'application, par l'UE, de contingents sur certaines exportations textiles chinoises - la proposition spécifie que de telles expéditions seraient exemptées des droits additionnels, mais qu'elles compteraient pour le volume seuil et pour le niveau de prix de l'année suivante. Les mesures de sauvegarde imposées en réponse à une baisse du prix à l'importation d'un produit seraient appliquées d'une des deux façons suivantes : sur une base propre à chaque expédition, où le montant spécifique des droits additionnels n'excéderait pas l'écart entre le prix à l'importation de chaque expédition et de ce que cela aurait coûté au niveau du prix déclencheur ; ou sur base 'ad valorem' en pourcentage qui ne serait pas supérieur au montant nécessaire pour compenser l'écart entre le prix à l'importation et le niveau déclencheur.

Le G-33 laisse entendre que les brusques poussées d'importations de produits périssables ou saisonniers pourraient être indemnisées et compensées en prenant en considération des périodes de référence plus courtes que la période normale de trois ans. La proposition stipule qu'à des fins de transparence, les pays en développement auraient à notifier au Comité de l'agriculture toute mesure prise au titre du MSS, «autant à l'avance que possible et dans tous les cas, dans un délai de 30 jours à compter de la mise en œuvre d'une telle mesure.»

## Le coton à Hong Kong

Une journée de réflexion sur le coton africain intitulée «**L'Initiative sectorielle sur le coton à l'OMC : Qu'attendre de la conférence ministérielle de Hong Kong ?** », est organisée par ICTSD, Enda Tiers Monde, l'Association Cotonnière Africaine (ACA), l'Association des Producteurs de coton Africains (APROCA), OXFAM International et la Mission Permanente du Bénin à Genève. Cette journée se tiendra le **Lundi 12 Décembre 2005**. La rencontre est prévue à 15 heures au **Hong Kong Jockey Club, Visitors Box, 8/F Happy Valley Stand, The Hong Kong Jockey Club, Happy Valley, Hong Kong**. Vous n'aurez pas besoin d'accréditation officielle pour y accéder.

La matinée est réservée aux communications des ONG, des industriels et des agriculteurs. L'après midi verra la participation des ministres du commerce du Bénin, du Tchad, du Sénégal et du Mali.

Le **Cotton Day** visera à :

- Fournir une plate-forme d'échanges et de dialogue entre les différentes parties concernées par l'Initiative sectorielle sur le coton : les négociateurs à Genève, les industriels, les producteurs et les ONG.
- Mobiliser la presse africaine et internationale pour lui fournir les éléments clés et les dernières évolutions du dossier.
- **Présenter et vulgariser l'ouvrage collectif sur le coton intitulé « Négociations Internationales et Réduction de la pauvreté : Le livre blanc sur le coton » produit par Enda Tiers Monde, en collaboration avec ICTSD, l'APROCA et l'ACA.**

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

### BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/PONTES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.

*PASSERELLES entre le commerce et le développement durable* est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah

Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye

et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara

Diffusion : Rokhayatou Ndiaye Méguida

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37 - Fax : (221) 822-26-95

E-mail : syspro2@enda.sn - Web : <http://www.enda.sn>

*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492 - Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : ictsd@ictsd.ch - Web : <http://www.ictsd.org>

*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo

Tél : (506) 263 4550 - Fax : (506) 263 4540

E-mail : puentes@ictsd.ch

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *PONTES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD et de la Fundación Futuro Latinoamericano. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

### PASSERELLES synthèse Bi-Mensuelle

Co-publication : ENDA - Tiers Monde

Publication électronique mensuelle sur les questions de commerce et développement durable d'importance particulière à l'Afrique.

Rédacteurs : El Hadji Diouf, Cheikh Tidiane Dièye

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse Bi-Mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : syspro2@enda.sn ou à passerelles@ictsd.ch. Dans le corps du texte écrivez, inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD ([www.ictsd.org/africodev](http://www.ictsd.org/africodev)).



## Publications

**Banque africaine de développement**, Le cycle de Doha – enjeux, Document préparé pour la réunion des ministres africains des finances, Tunis 22 – 23 novembre 2005.

**Blanchard, O., Cavard D., Criqui P.** « Négociation internationale sur le climat : conserver les normes du régime Rio-Kyoto ». LIVe Congrès annuel de l'AFSE, Association française de science économique, Paris, 15-16 septembre 2005

**Beat Bürgenmeier**, Économie du développement durable, Fourni par De Boeck Université. Dans quelle mesure la science économique peut-elle contribuer au développement durable ? Cet ouvrage répond à cette question, en abordant successivement les théories du marché efficient, de l'économie de l'environnement et de l'économie écologique.

**Cnuced**, Rapport sur le commerce et le développement (TDR), Le rapport sur le commerce analyse les tendances économiques et les principales questions d'orientation présentant un intérêt international et formule des suggestions pour traiter ces questions à différents niveaux. Septembre 2005. [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

**Economic commission for Africa**, Is Africa going to Benefit in Hong Kong? This paper is a synthesis of the Economic Commission for Africa empirical analysis on negotiations on modalities in the Doha Round. The paper also reinforces why it is important for African to deal with supply-side constraints

**Enda**, Ictsd, Aca, Aproca : « Négociations Commerciales Internationales et réductions de la Pauvreté : Le livre blanc sur le coton », 12 auteurs sur 160 pages, est la première synthèse de 4 années de travail sur les négociations en Afrique et à l'OMC autour du dossier coton. Préfacé par le Président du Mali, Amadou Toumani Touré. Le lancement du livre a eu lieu à Dakar et à Genève en Novembre 2005.

**Fmi**, Perspectives de l'économie mondiale - Développement institutionnel - septembre 2005 Publié deux fois par an, ce rapport présente l'analyse menée par l'équipe d'économistes du Fonds Monétaire International sur la situation économique mondiale et les perspectives pour 2006.

**Omc**, Statistiques du commerce international 2005, Ce rapport contient des statistiques détaillées, comparables et à jour sur le commerce des marchandises et des services permettant d'évaluer les courants d'échanges mondiaux par pays, par région et par grands groupes de produits ou catégories de services. Voir le communiqué de presse pour les faits marquants ainsi que des explications. [www.wto.int](http://www.wto.int)

**Onu**, Departement of economic and social affairs, World Economic and Social Survey 2005 Financing for development. Provides a comprehensive review of the wide-ranging challenges addressed in the Monterrey Consensus of the International Conference on Financing for Development. The conclusion is that although gains have been made in some areas, an immediate and substantial scaling up of effort is needed, especially in the poorest countries.

**Uemoa**, Brochure de l'UEMOA sur le coton à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) (Commission de l'UEMOA, février 2004). [www.uemoa.int/publication](http://www.uemoa.int/publication).

**Wto**, Multilateral Solutions to the Erosion of Non-Reciprocal Preferences in NAMA , This paper analyzes the risks of preference erosion arising from MFN trade liberalization in manufactured products. It focuses on developing countries that receive non-reciprocal preferences in the markets of United States, EU, Japan, Canada and Australia.

## Événements

13-18 décembre, HongKong, Chine, sixième conférence ministérielle de l'OMC. La sixième Conférence sera un jalon essentiel dans les progrès que les négociations, menées depuis quatre ans dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, devront accomplir pour que le Cycle puisse être conclu en 2006. Pour plus d'informations, visiter le site officiel de la conférence : [http://www.wto.org/french/thewto\\_f/minist\\_f/min05\\_f/min05\\_f.htm](http://www.wto.org/french/thewto_f/minist_f/min05_f/min05_f.htm)

13-17 décembre, HongKong, Chine, Symposium sur le commerce et le développement. Ce symposium est organisé par le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD), l'Université de Hongkong et le l'Institut pour l'agriculture et les politiques commerciales (IATP). Pour plus d'informations, contacter : Patrick Lunt, e-mail: [plunt@ictsd.ch](mailto:plunt@ictsd.ch); Internet: <http://www.ictsd.org/ministerial/hongkong/tds/>

12 Décembre, HongKong, Chine, Journée du coton : que faut-il attendre de la conférence ministérielle de Hong Kong. Cette journée est organisée par ICTSD, ENDA Tiers Monde. Pour plus d'informations, contacter El Hadji A. Diouf Ictsd, Tél : 0041229178509 ; Email : [ediouf@ictsd.ch](mailto:ediouf@ictsd.ch); Internet : <http://www.ictsd.org/ministerial/hongkong/index.htm>

12-14 décembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'IED: compilation de données et élaboration des politiques dans les pays en développement ; Pour plus d'information visiter le site de la Cnuced : <http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intItemID=1942&lang=2&m=10496&year=2005&month=12>

15 décembre, Hongkong, Chine, Beijing+10 rencontre OMC+10 : réduction de la pauvreté et droits des femmes dans un contexte de libéralisation du commerce. Pour plus d'informations, contacter : Kristen Sampson, tel: (+1) 202-635-2757 ext 128; fax: (+1) 202-832-9494; e-mail: [ksampson@coc.org](mailto:ksampson@coc.org) or Maria Pia Hernandez, e-mail: [maria.pia@igtn.org](mailto:maria.pia@igtn.org); Internet: <http://www.igtn.org/page/events>

15-16 Décembre, Shangai, Chine, Conférence mondiale des Nations Unies sur l'économie Sud-Sud. Pour plus d'informations visiter : <http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intItemID=2068&lang=2&m=11322&year=2005&month=12>

23-26 janvier 2006, Nazareth, Ethiopie, Conférence sur le renforcement des modes de vie durable. Telephone: 251-1-463215, Fax: 251-1-461252, Email: [damdss@cgiar.org](mailto:damdss@cgiar.org) Web Site: <http://www.waterforfood.org/livelihoods>

23-27 janvier 06, Paris, France, 3ème conférence internationale les océans, les lacs et les Îles. Pour plus d'informations : [http://sdgateway.net/events/fr\\_default.asp?month=1](http://sdgateway.net/events/fr_default.asp?month=1)

25-29 janvier 06, Davos, Suisse, Forum économique mondial. Pour plus d'informations, visiter : <http://www.weforum.org/site/homepublic.nsf/Content/Annual+Meeting+2006>

2-4 février 06, New Delhi, Inde, Sommet sur le développement durable . pour informations : Téléphone: 91-11-2468-2100, Fax: 91-11-2468-2144, Email: [dsds@teri.res.in](mailto:dsds@teri.res.in) Web Site: <http://www.teriin.org/dsds/2006/index.htm>